

CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 2992 - SPÉCIAL 15-16 AOÛT 2017

ÉDITORIAL

Défis

Le numéro des *Dépêches de Brazzaville* que vous tenez entre vos mains n'est pas un numéro comme les autres. Il ne traite pas seulement l'actualité immédiate, les événements proches, les faits qui marquent le temps présent mais s'efforce aussi de décrypter l'avenir afin d'aider nos nombreux, très nombreux lecteurs à mieux préparer le futur. Sans prétendre apporter des réponses définitives aux questions que chacun se pose légitimement sur l'évolution du monde qui l'entoure, il précise les contours de celles dont dépend pour une large part le destin de notre pays.

La parution de ce numéro spécial, le 15 août 2017, ne doit évidemment rien au hasard. Elle accompagne la célébration du cinquante-septième anniversaire de l'accession du Congo à l'indépendance au terme d'une ère coloniale qui dura près d'un siècle et marque surtout l'achèvement du long processus qui nous a permis en deux ans de moderniser nos institutions afin de les adapter aux dures réalités de cette époque. Elle a donc été voulue, pensée, réfléchie, préparée avec un soin particulier qui, nous l'espérons, retiendra votre attention.

De la politique au sport en passant par les questions de société, l'économie, la finance, la diplomatie, la sécurité, l'art et la culture, le tourisme, tous les grands sujets qui ont été débattus sur la place publique ces derniers mois et qui seront au cœur des décisions à venir sont abordés dans cette édition des *Dépêches de Brazzaville*. Sans passion, bien sûr, mais avec la volonté affichée de contribuer à la réflexion individuelle et collective qui permettra à notre peuple de poursuivre sur la voie du progrès délibérément choisie au sortir des terribles événements ayant marqué la fin du siècle précédent. Une voie que le président de la République a retracée hier avec force dans son Message à la Nation dont nous publions ici même le texte intégral.

Vu du point focal que la presse occupe dans le système démocratique qui est le nôtre, le Congo est un pays en pleine émergence qui se trouve confronté à de redoutables problèmes, qui va donc devoir franchir de grands obstacles, mais qui dispose aussi de tous les atouts nécessaires pour relever ces multiples défis. En dresser sommairement la liste sans rien ignorer des dures réalités du temps présent est l'objectif que nous nous sommes fixé.

À toutes celles et tous ceux qui liront ce numéro spécial nous souhaitons une bonne et heureuse fête nationale.

Vive le Congo !

Les Dépêches de Brazzaville

MESSAGE PRÉSIDENTIEL DU 15 AOÛT

Un nouveau gouvernement attendu pour mener à bien les réformes

Au nombre des annonces faites dans son message du 15 août, le président Denis Sassou N'Guesso veut s'appuyer sur une nouvelle équipe gouvernementale pour mener à bien les réformes exigées par la situation économique et financière difficile. Dans quelques semaines, a-t-il par ailleurs indiqué, le gouvernement signera un programme avec le Fonds monétaire international.

Néanmoins, en dépit des difficultés du temps présent, y compris la situation trouble dans le département du Pool, le chef de l'Etat s'est gardé de verser dans le pessimisme, notamment en évoquant les difficultés économiques et financières. « *La situation du pays est préoccupante... mais nous ne sommes pas dans un désastre irréparable. Il n'y a ni faillite, ni banqueroute. La crise sera surmontée* », a-t-il martelé.

Pages 2-3



DOSSIER SPÉCIAL 15 AOÛT

Nouvelle République, nouveaux défis

■ POLITIQUE

Vers la fin du processus d'installation des nouvelles institutions

Page 5

■ SOCIÉTÉ

Département du Pool : Une crise sécuritaire aux conséquences humanitaires multiples

Page 11

■ INTERVIEW

Alexis Elira Dokekias « le Centre national de la drépanocytose nécessite une attention particulière »

Page 11

■ ECONOMIE

Le Congo et sa délicate marche vers l'émergence économique

Page 8

■ INTERNATIONAL

La diplomatie en quête d'un nouveau rayonnement

Page 17

■ CULTURE

Des résultats en dents de scie

Page 20

■ SPORT

La préparation des athlètes, un véritable casse-tête pour les dirigeants sportifs

Page 24

DOCUMENT

Liste des députés élus à l'issue des élections législatives de l'année 2017

Pages 6-7 x

Message de Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo, à l'occasion du 57^e anniversaire de l'indépendance nationale

Mes chers compatriotes,
La commémoration du 15 août est, pour chacune et chacun de nous, un moment d'exaltation et de ferveur patriotiques consécutif à la liberté retrouvée, à la restauration de la dignité naguère perdue, et

Fêter l'indépendance nationale, c'est réaffirmer solennellement notre liberté, notre dignité, notre patriotisme et notre souveraineté

à l'accès à la souveraineté internationale de notre mère patrie.

Par cette célébration érigée en tradition depuis cinquante-sept ans, nous-nous employons à entretenir la mémoire de notre histoire. Cela, afin que chaque génération se souvienne toujours du 15 août 1960 comme étant le socle de notre liberté.

Fêter l'indépendance nationale, c'est réaffirmer solennellement notre liberté, notre dignité, notre patriotisme et notre souveraineté.

Fêter l'indépendance nationale, c'est manifester notre attachement à la République telle que nous l'avons voulue et établie : une communauté indivisible et

Notre pays connaît des difficultés réelles. Vous devez le savoir.

fraternelle.

Fêter l'indépendance nationale, c'est renouveler notre engagement à faire triompher les valeurs d'unité, de travail et de progrès qui font la République.

Mais, au-delà de la fête, le 15 août est aussi, et mieux encore, un moment privilégié de méditation et de prospective sur la vie de la nation, sur la marche du pays.

Mes chers compatriotes,

La responsabilité suprême que vous m'avez confiée exige de moi, vis-à-vis de vous, franchise, vérité et sincérité. Cela, dans l'intérêt supérieur de la nation, dans l'intérêt de tous.

Notre pays connaît des difficultés réelles. Vous devez le savoir. Personne ne doit les dissimuler. Ces difficultés étaient au départ financières. Elles gagnent aujourd'hui le champ économique en général.

La crise dans laquelle le Congo est plongé depuis 2014, avec l'ensemble des pays exportateurs des matières premières, le pétrole notamment, continue encore de générer des effets néfastes.

De ce fait, la situation macro-économique de notre pays n'a eu de cesse de se dégrader, réduisant considérablement les moyens d'action de l'Etat. Les recettes budgétaires et les investissements publics sont en baisse continue. Presque tous les secteurs de l'économie nationale sont touchés par la récession.

De toute évidence, lorsque l'économie est malade, le social court le grave risque d'être à son tour contaminé.

C'est ce que les travailleurs et tous ceux qui reçoivent un traitement de l'Etat redoutent aujourd'hui. Leur crainte est certainement justifiée. Puisque certains d'entre eux connaissent déjà, hélas, quelques retards pour percevoir leurs salaires et pensions. Je voudrais, en toute franchise, chers travailleurs, mes chers compatriotes, vous dire que ce ne sera jamais par des actions désespérées, des actions de violence sociale, que nous allons redresser la situation financière et économique difficile que notre pays traverse.

Ce ne sera jamais par des grèves intempestives que les équilibres macro-économiques nationaux seront rétablis. Ce ne sont pas des mouvements sociaux des Congolais qui contribueront à la remontée du cours du baril de pétrole.

J'ai beaucoup de respect pour les travailleurs pour condamner les grèves lorsqu'elles sont justes et justifiées. Non ! Je condamne plutôt les mouvements so-

ciaux illégaux, sauvages et manipulés qui, en plus, pourraient mettre en danger la vie, la sérénité et la liberté des autres.

Pour faire face à la crise présente et la surmonter, il nous faut simplement nous organiser, mieux nous organiser, à tous les niveaux de la société, du sommet à la base de l'Etat, de l'élite entrepreneuriale aux salariés de base, du secteur public au secteur privé.

Il nous faut nous attaquer aux dysfonctionnements, aux faiblesses, à toutes les causes qui ont conduit à la rupture des équilibres fondamentaux de notre société.

Il nous faut renouer avec les valeurs fondamentales sans lesquelles toutes nos prétentions et résolutions de bonheur, de bien-être et de prospérité ne seront que des vœux pieux.

Ces valeurs sont le travail, l'innovation, l'acceptation des réformes, la compétitivité et la rationalité.

Il est illusoire de croire que l'on peut obtenir le bonheur sans travailler ; de croire que l'on peut aller au développement, sans innover ; de croire que l'on peut changer le pays et la vie sans réformer ; de croire que l'on peut gagner la prospérité sans être compétitif ni rationnel durablement.

Aucun pays n'est parvenu au développement en se détournant de toutes ces valeurs.

Mes chers compatriotes,

La situation du pays est préoccupante, je l'ai reconnue. Mais, croyez-moi, nous ne sommes pas dans un désastre irréparable. Il n'y a ni faillite, ni banqueroute. La crise sera surmontée. Je mettrai toute mon énergie dans cette bataille.

J'aurai, bien-sûr, besoin de toutes les énergies, de toutes les forces vives qui structurent notre pays et font vivre l'économie nationale.

De même, je vais devoir m'appuyer sur un gouvernement efficace et résolument porté sur l'action. Un gouvernement qui

sera entièrement mobilisé pour mettre en œuvre des réformes hardies et des politiques appropriées, afin de relancer la machine économique nationale, d'accélérer la sortie de crise, et de mettre l'ensemble du pays « en marche vers le développement ».

De nombreux partenaires, dont le Fonds Monétaire International, se sont engagés à nous accompagner pour nous permettre de sortir au plus vite de cette mauvaise passe. Comme les autres Etats de la CEMAC, nous avons résolu de négocier avec le Fonds Monétaire International un programme visant à créer de nouvelles bases d'une croissance soutenue, durable et inclusive. Ce programme pourrait entrer en vigueur au cours du dernier trimestre de l'année en cours.

Mes chers compatriotes,

Notre pays ne s'est pas arrêté. Il continue d'avancer. Il continue de vivre.

Pour preuve :

La démocratie poursuit son entreprise au Congo, sans hâte, avec assurance et confiance. Les élections sont organisées en toute régularité. Les toutes dernières, législatives et locales, ont été jugées crédibles par l'ensemble des observateurs et par presque tous les candidats.

L'installation de la République nouvelle court vers son terme : après l'élection du président de la République, les députés, les conseillers départementaux et municipaux ont été élus. Les nouveaux sénateurs le seront bientôt. Dans les prochains jours seront mis en place, l'Assemblée nationale, les Conseils départementaux et communaux, ainsi que le Sénat.

Mes chers compatriotes, La commémoration de la fête de l'indépendance est aussi le moment idéal pour célébrer le drapeau national.

Je voudrais saisir cette occasion solennelle pour rendre un hommage appuyé à la force publique congolaise qui s'acquitte avec satisfaction de son rôle de garante de l'ordre et de la loi.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbema, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI :
Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :
Adrienne Londole
Chef de service publicité :
Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Addhas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :
Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Message de Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso...

Chaque jour, elle consolide son caractère républicain.

Chaque jour, les militaires, gendarmes et policiers s'attellent à assurer la sécurité des populations et des institutions. Parfois, bien malheureusement, au péril de leur vie.

Je salue tous les officiers, sous-officiers, hommes de rang de notre force publique. Je leur renouvelle toute ma confiance et celle de la nation. Je m'incline devant la mémoire des soldats qui ont, héroïquement, perdu leur vie pour préserver la nôtre, pour sauvegarder la paix.

La paix, cette paix dont chacun de nous connaît si bien l'intérêt et l'importance. La paix dont chaque département de notre pays jouit, sauf le département du Pool dont une partie en est privée depuis plus d'un an.

Mais une chose est certaine, la nuit ne dure jamais éternellement. Le soleil finit toujours par se lever. Ce jour-là, dans la partie du Pool à présent obscurcie, sera le jour de clarté. J'en suis convaincu. Je vous demande à l'être avec moi. Dans l'ensemble du département du Pool, la paix va assurément revenir. L'irresponsabilité d'un individu ne prendra jamais le dessus sur la raison de la nation, sur la sagesse du peuple.

Encore une fois, je demande à Monsieur



Encore une fois, je demande à Monsieur Frédéric Bintsamou de se rendre à la justice de notre pays, pour abrégé les souffrances des populations innocentes.

Frédéric Bintsamou de se rendre à la justice de notre pays, pour abrégé les souffrances des populations innocentes. Le Pool n'est la propriété de personne ; il est partie intégrante du patrimoine du Congo. Personne ne devrait s'en prévaloir pour perpétrer des actes criminels. Quoi qu'il fasse, la justice passera bien un jour, sans doute.

Mes chers compatriotes, Nous sommes un peuple libre et souverain. Nous devons le demeurer à jamais. Malgré les aléas de la vie, malgré les obstacles et les récifs qui jonchent notre marche vers le développement, je vous invite tous, dans un élan de solidarité affirmée, à porter haut le flambeau de la liberté, afin que par le travail, toujours le travail, nous parachevions le rêve sacré de nos aînés : notre indépendance. Notre destin est entre nos mains. Vive l'indépendance nationale ! Vive la République ! Vive le Congo !

MESSAGE PRÉSIDENTIEL DU 15 AOÛT

Un nouveau gouvernement attendu pour mener à bien les réformes

Le chef de l'Etat veut s'appuyer sur une nouvelle équipe gouvernementale pour mener à bien les réformes qu'exigent la situation économique et financière difficile du pays.

Au nombre des annonces faites par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans son message à la nation à l'occasion de la fête nationale du 15 août, figurent la constitution prochaine d'une nouvelle équipe gouvernementale et la signature, dans quelques semaines, d'un programme avec le Fonds monétaire international. Le chef de l'Etat a aussi longuement abordé la situation dans le Pool, en interpellant nommément le chef des rebelles ninjas-nsiloulous, Frédéric Bintsamou, qu'il a enjoint de se rendre et se mettre à la disposition de la justice afin d'abrégé les souffrances des populations civiles de cette partie du pays. Le président de la République a par ailleurs rendu un hommage appuyé à la Force publique, pour les sacrifices qu'elle consent dans le Pool. Il a aussi attiré l'attention des travailleurs sur des initiatives contraires à la consolidation de la paix sociale.

Le FMI et les réformes

« Je vais devoir m'appuyer sur un gouvernement efficace et résolument porté sur l'action », a notamment déclaré le président de la République, annonçant ainsi son intention de mettre en place une nouvelle équipe gouvernementale, disant vouloir ainsi travailler avec « Un gouvernement

qui sera entièrement mobilisé pour mettre en œuvre des réformes hardies et des politiques appropriées, afin de relancer la machine économique nationale, d'accélérer la sortie de crise, et de mettre l'ensemble du pays « en marche vers le développement ».

De fait, la crise économique et financière qui frappe le Congo depuis 2014, a été le premier volet important de ce message à la nation diffusé le 14 août au soir. Un peu plus de 16 mois après l'entrée en fonction de l'équipe du Premier ministre, Clément Mouamba, le président de la République a sans doute eu le temps d'apprécier le travail abattu par cette dernière. Devenu à tout le moins pléthorique (38 ministres) en porte-à-faux si on ose dire, avec la récession qui touche quasiment « tous les secteurs de l'économie nationale », comme l'a reconnu le chef de l'Etat lui-même, le gouvernement mis en place le 30 avril de l'année dernière est donc sur le point d'être revu.

On ne saurait dire, à l'étape actuelle, si ce changement sera en profondeur ou pas. Il est sans doute possible d'entrevoir peut-être des regroupements de certaines attributions ministérielles. Le changement du gouvernement pourrait donner le signal à d'autres mouvements d'hommes

et de femmes dans les autres compartiments de la grande administration publique. La volonté exprimée par le président de la République, dans ce contexte particulier, étant de voir le Congo mieux s'organiser. « Pour faire face à la crise présente et la surmonter, ... il nous faut mieux nous organiser à tous les niveaux, du sommet à la base de l'Etat, de l'élite entrepreneuriale aux salariés de base, du secteur public au secteur privé », a prôné Denis Sassou N'Guesso.

La mission de la future nouvelle équipe sera, cela s'entend, de mener à bien les réformes pour certaines déjà en cours, mais qui s'accéléreront sans conteste avec la conclusion dans le courant du mois de septembre prochain d'un programme avec le FMI : « Nous avons résolu de négocier avec le Fonds monétaire international un programme visant à créer de nouvelles bases d'une croissance soutenue, durable et inclusive », a lancé le président de la République, rappelant par ailleurs que les autres Etats de la Cémac, sont aujourd'hui dans la même situation. Le temps de la réflexion a été nécessaire avant que le Congo, un peu hésitant au départ, comme ses voisins de la zone Cémac, ne consente à signer lui aussi.

Comme c'est bien souvent le cas, les réformes en période de récession sont le moment de tensions sociales et dans le monde

du travail. Des mouvements de grève sont observés dans plusieurs secteurs. Le président de la République attire l'attention sur des appels à manifester qui pourraient mettre en péril la paix sociale, mais aussi compliquer les initiatives prises pour juguler la crise : « Je voudrais, en toute franchise, chers travailleurs, mes chers compatriotes, vous dire que ce ne sera jamais par des actions désespérées, des actions de violence sociale, que nous allons redresser la situation financière et économique difficile que notre pays traverse ». Pour rassurer les uns et les autres, le chef de l'Etat insiste : « La situation du pays est préoccupante... mais nous ne sommes pas dans un désastre irréparable. Il n'y a ni faillite, ni banqueroute. La crise sera surmontée ». Entre gravité du constat et optimisme de l'action, pourrait-on dire.

Le pari du retour de la paix dans Pool

Difficile, de lire le discours présidentiel du 15 août, sans évoquer le passage sur l'absence de paix et de quiétude dans une bonne partie du département du Pool : « Dans l'ensemble du département du Pool, la paix va assurément revenir », indique le chef de l'Etat, convaincu de l'issue de cette situation : « Une chose est certaine, la nuit ne dure jamais éternellement. Le soleil finit toujours par se lever ». Presque

une exhortation à croire aux possibles en toutes circonstances : « Ce jour-là, dans la partie du Pool à présent obscurcie, sera le jour de clarté ». Et de conclure, à l'endroit de Frédéric Bintsamou qu'il invite instamment à se rendre : « Quoi qu'il fasse, la justice passera bien un jour ». L'hommage rendu aux militaires, gendarmes et policiers est un autre regard du président de la République sur le Pool, sachant que depuis plus d'une année, aux prises aux ninjas-nsiloulous, la Force publique est exposée à toutes sortes de sacrifices, y compris le sacrifice suprême, pour « assurer la sécurité des populations et des institutions ». Cela valait aussi la peine pour le chef de l'Etat de rappeler le chemin parcouru dans la mise en place des institutions de la nouvelle République. Depuis le référendum constitutionnel de 2015, en passant par la présidentielle l'année suivante, l'élection des députés et conseillers élus en juillet sera suivie de celle des sénateurs à la fin de ce mois.

Au tout début de son message, Denis Sassou N'Guesso a noté entre autres que « Fêter l'indépendance nationale, c'est renouveler notre engagement à faire triompher les valeurs d'unité, de travail et de progrès qui font la République ». Ce que disait aussi le poète : « le travail toujours le travail, le travail moteur de la vie ».

Gankama N'Siah

Nouvelle République, nouveaux défis

Référendum constitutionnel, élection présidentielle, scrutins législatifs et locaux, puis très prochainement l'élection des sénateurs, la mise en place des conseils municipaux et communaux. Autant de rendez-vous tenus dans un contexte économique difficile.

Si on devait trouver un substantif pour désigner la République issue du référendum du 25 octobre 2015, ce serait Rupture. Le mot avait été lâché par le chef de l'Etat lui-même au moment d'inaugurer justement cette nouvelle République lors de sa prestation de serment, le 16 avril 2016. Le Congo sortait d'une rude épreuve de feu, pourrait-on dire, au regard des frayeurs accumulées sur le chemin de l'accomplissement des changements intervenus les deux dernières années. Que nous a fait voir la nouvelle République ? Toutes les couleurs si on en apprécie quelques-unes.

Commençons par la crise économique et financière consécutive à la chute des cours des matières premières, en particulier le pétrole pour ce qui nous concerne. Inutile de rappeler que l'or noir est la principale source de re-

venu du Congo, et peut-être aussi la principale source de nos problèmes. Il est convoité de l'intérieur et de l'extérieur pour sa capacité à nourrir les bouches, à asphaltier les routes, à élever les murs, à décupler des appétits gloutons, aiguïser les suspicions, mutualiser les mauvais regards.

Le pétrole est réellement un cauchemar pour des Etats qui en dépendent de façon systématique. D'où pour le cas du Congo, des préconisations sur la diversification de l'économie. On reprend, en effet, à parler de bois, d'agriculture, d'élevage, de culture, de tourisme, de pêche, du numérique, de transport, de formation etc., en un mot, de la place que ces secteurs devraient occuper dans le développement de l'économie nationale. Or même si ce concept suppose la mise en branle des intelligences dans

tous les secteurs de la vie nationale de façon à en tirer le meilleur bénéfice à court, moyen et long termes, diversifier l'économie consiste aussi, dans une certaine mesure, à trouver des investisseurs sérieux, qui doivent s'appuyer sur un environnement national assaini, et sur des partenariats intérieurs mieux structurés. Ce qui ne semble pas encore être totalement le cas chez nous.

La crise en cours a, en effet, montré au grand jour les faiblesses organisationnelles qui minent en gros notre administration publique. Et la valse de changements à la tête des grands corps de cette administration publique ne semble pas apporter ce qu'on appelle des solutions idoines. Au contraire, à tous les niveaux, on voit des hommes et des femmes en responsabilités se contenter du seul engagement de soigner leur image pour de longs colloques avec les médias, accompagnant tout ceci de grands discours. A chaque fois, on

applaudit longuement, on se passe de grandes accolades : mission accomplie pour tout dire.

Ne devrait-on pas, dans cette période difficile de crise, montrer à ceux qui sont prêts à nous asséner le coup de grâce, qui nous acculent matin, midi, soir, pour des questions de dette, que nous sommes en capacité de mieux nous organiser ? Ne devrait-on pas nous fixer des objectifs clairs sur nos besoins et les moyens de les réaliser ? Les défis qui jalonnent le parcours de la nouvelle République vers de meilleures perspectives sont énormes. Ils passent par la mise en train de profondes réformes qui nécessiteront des sacrifices, mais elles seraient mal venues si elles ne préservent pas la quiétude sociale. Elles ne tiendront pas la route si elles ne s'accompagnent chaque fois d'une systématisation de l'évaluation pour répondre à la formule en vogue, qui semble d'ailleurs prendre de l'eau : la « gestion axée sur les résultats ».

Gankama N'Siah

CONCERTATION POLITIQUE DE OUESSO

La grand-messe qui a balisé le chemin des élections de 2017

Dans le cadre de la poursuite du dialogue avec les acteurs politiques, le gouvernement a convoqué du 5 au 7 mars 2017, une concertation politique à Ouessou, chef-lieu du département de la Sangha. Plus de deux-cents participants ont pris part à ces assises, et ont trouvé un consensus politique qui a permis l'organisation des élections de juillet 2017.

Placée sous la direction du Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, la concertation politique de Ouessou s'est déroulée en deux commissions, portant essentiellement sur la gouvernance électorale. La première commission dirigée par Antoine Evoundou, préfet directeur général des affaires électorales, s'est chargée d'examiner entre autres le découpage électoral et la révision extraordinaire des listes électorales.

La seconde commission, placée sous la houlette du président de la Commission nationale électorale indépendante (CNEI), Henri Bouka, a, quant à elle, planché sur le financement des campagnes électorales ; l'application de la loi sur les partis politiques et le renforcement de la compétence de l'administration territoriale en période électorale.

Au terme des travaux, les participants ont adopté à l'unanimité six recommandations, se rap-



Le pétrole, la première richesse du Congo (DR)

Large victoire du PCT et ses alliés

En application des recommandations adoptées à l'issue de la concertation politique de Ouessou, le corps électoral a été convoqué le 16 juillet. La campagne électorale, ouverte du 1er au 14 du même mois, s'est déroulée dans un climat de paix.

Celle-ci a mis en compétition les candidats de la majorité présidentielle, les indépendants et ceux de l'opposition républicaine. S'étant déjà retirée du processus, l'opposition radicale n'a pas pris part à ces échéances

portant au découpage électoral, lequel a porté le nombre de sièges à l'Assemblée nationale de 139 à 151.

La concertation politique a aussi décidé de l'introduction de la biométrie, subordonnée par le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) en 2018, ainsi que de la restructuration de la CNEI et de l'usage du bulletin électoral unique.

Boycott de l'opposition radicale

Pendant que les partis de l'opposition républicaine ont résolu de prendre activement part à

cette réunion politique, l'opposition radicale, comme lors des précédents dialogues politiques, a préféré se soustraire du processus.

Les animateurs de cette coalition conditionnaient leur participation à la tenue préalable d'un nouveau dialogue national qu'ils ont dénommé « états généraux de la nation ». Une réunion sans exclusive dont l'objectif, selon eux, serait de trouver en amont un compromis politique sur la gouvernance électorale, avant d'enclencher le processus électoral de 2017.

électorales. Le premier tour des législatives, couplé aux locales, a eu lieu le 16 juillet sur l'ensemble du territoire national, puis le second tour le 30 du même mois.

En dépit des tensions observées dans quelques circonscriptions électorales, dans l'ensemble, le vote s'est tenu dans le calme sans incidents majeurs, ont reconnu les observateurs nationaux et internationaux dans leurs rapports de fin de mission. D'après les résultats officiels publiés par le ministre de l'Intérieur, de la décentralisation et du développement local, Raymond Zéphirin Mboulou, le Parti congolais du travail (PCT) en est sorti vainqueur avec à lui seul, 90 sièges, sur les 151 que comptera la future assemblée nationale.

Ce parti devra aussi ajouter à ce nombre les 5 sièges qu'il a conservés dans quelques localités du département du Pool où l'élection n'a pu être organisée en raison de l'insécurité, sans compter ceux des partis alliés. Le PCT a ainsi conforté la majorité absolue.

L'Upads est sortie deuxième à l'issue de ces élections législatives, au même titre que l'UDH-Yuki avec 8 députés chacun.

Le processus électoral en cours se clôturera le 31 août prochain par les élections sénatoriales.

Firmin Oyé

Vers la fin du processus d'installation des nouvelles institutions

Les institutions prévues par la Constitution du 25 octobre 2015 se mettent progressivement en place. Les élections législatives, qui se sont tenues les 16 et 30 juillet dernier, ont permis d'élire 142 députés. L'Assemblée nationale comptera au total 151 membres, si l'on ajoute les neuf députés des circonscriptions électorales du Pool où les partielles seront organisées.

En effet, en dépit de quelques irrégularités et des actes de violence constatés dans certaines circonscriptions électorales sur l'ensemble du territoire national, selon les observateurs nationaux et internationaux, le scrutin législatif s'est déroulé dans le calme et la sérénité.

Par ailleurs, de nombreux ana-

lystes politiques ne manquent pas de souligner que la prochaine Assemblée nationale serait quantitative mais pas qualitative au regard de ses composants. La qualité d'un parlement, rappelons-le, se mesure par sa capacité à proposer des lois, à contrôler l'action gouvernementale et surtout à mieux analyser les textes législatifs qui lui sont soumis pour approbation.

En outre, il est nécessaire de relever que très souvent après un scrutin législatif et la publication des résultats, les groupes parlementaires se dessinent à travers la moisson de chaque groupement ou parti politique. Pour les élections des 16 et 30 juillet, en dehors des partis et groupements de

la majorité présidentielle qui ont une majorité absolue, seule l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads), première formation politique de l'opposition, a pu tirer l'épingle du jeu avec huit députés.

Cependant, on note une forte présence des indépendants comme pendant la législature qui s'achève. On suppose qu'au fil de temps, ces députés pourraient rejoindre soit le groupe parlementaire de la majorité présidentielle, soit celui de l'opposition que présidera l'Upads.

De leur côté, les conseils locaux et départementaux vont se mettre en place le 24 août prochain. Ces structures qui constituent des pouvoirs déconcentrés de l'Etat sont de

véritables piliers de la décentralisation. C'est ainsi que les partis et groupements politiques se battent pour avoir des représentants au niveau des bureaux des 19 mairies de plein exercice qu'au niveau des conseils départementaux. La chambre haute, quant à elle, connaîtra ses membres le 31 août prochain à l'issue de l'élection sénatoriale. Le Sénat est le reflet, à quelques exceptions près, des résultats des élections locales.

Les autres institutions, à savoir le Conseil économique et social ; le Conseil supérieur de la liberté de communication ; le Médiateur de la République ; les Cour constitutionnelle et suprême ; la Commission nationale des droits de l'homme

et la Haute cour de justice sont réactualisés en fonction de leur périodicité.

Il convient de noter que les conseils consultatifs nationaux prévus par la Constitution attendent de se mettre en place. Les lois organiques déterminant l'organisation, le fonctionnement, la composition de ces organes venaient d'être adoptées par le Parlement. Il s'agit, il faut le rappeler, du Conseil national du dialogue ; du Conseil consultatif des sages et des notabilités traditionnelles ; du Conseil consultatif des femmes ; du Conseil consultatif des personnes handicapées ; du Conseil consultatif de la jeunesse et du Conseil consultatif des ONG et de la société civile.

Roger Ngombé

Parlement : deux cent sept lois adoptées en cinq ans

La 13e législature de l'Assemblée nationale qui s'achève dans quelques jours a eu à adopter deux cent sept lois de 2012 à 2017.

En dehors des séances de questions orales avec débat au gouvernement ; des trois séances de questions d'actualité ; des conférences des présidents de commission fixant l'ordre du jour des sessions et de l'interpellation du gouvernement qui ont marqué cette 13e législature, le bilan global au niveau de l'Assemblée nationale a été dominé par plusieurs points.

On retiendra, entre autres, la tenue le 19 janvier 2017, d'une session spéciale au cours de laquelle, les députés procédaient, pour la première fois, à la levée de l'immunité parlementaire d'un de leurs collègues, en l'occurrence André Okombi Salissa, député du district de Lékana dans le département des Plateaux.

La 13e législature a eu donc à examiner de nombreux projets de lois parmi lesquels, celui autorisant la ratification du traité sur la zone exempte d'armes nucléaires en Afrique ; l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du pacifique d'une part et la communauté Européenne et ses Etats membres, d'autre part signé le 06 décembre 2012 ; la loi autorisant la ratification du protocole sur les relations entre la Communauté économique africaine et les Communautés économiques régionales signée le 19 avril 2013 ; la loi d'orientation pour l'aménagement et le dévelop-



André Obami Itou (DR)

pement du territoire signée le 24 avril 2014 ; les projets de loi portant création de l'hôpital Edith Lucie Bongo Ondimba, de l'hôpital Mère-Enfant Blanche Gomes.

S'ajoutent à ces derniers, celui portant création du Centre national de référence de la Drépanocytose Maman Antoinette Sassou Nguesso ; celui portant création du centre de traitement de l'insuffisance rénale, adoptés le 29 août 2015.

Le projet de loi portant loi organique relative aux conditions de création, d'existence et aux modalités de financement des partis politiques ; celui déterminant le statut de l'opposition politique adopté le 22 décembre 2016 ainsi que la loi portant création de l'Agence de planification, de promotion et de développement des zones économiques spéciales adoptée le 24 avril 2017.

Le renouvellement du mandat du président de l'Assemblée nationale en 2012, l'interpellation du gouvernement

sur la situation du Pool en octobre 2016, la tenue le 15 octobre de la même année, d'une session budgétaire marquée surtout par le retour de certains députés longtemps absents de l'hémicycle et enfin l'examen et l'adoption au niveau des deux chambres, du projet de loi portant modification de la loi électorale lors des sessions extraordinaires du 10 avril 2017. Tels sont les principaux dossiers de cette 13e législature.

Le Sénat sur les traces de l'Assemblée nationale

Au Sénat, la législature qui s'achève le 31 août a pratiquement examiné et adopté à quelques différences près, les mêmes projets de lois que l'Assemblée nationale. Le 14 mai 2014, au cours de la 27e session dite session extraordinaire, la chambre haute du parlement adoptait la loi sur le projet « Lisungi » dont l'objectif était de mettre en place les principaux piliers du système national de filets sociaux.

L'adoption en date du 19 août

de la même année, de la loi portant mesure de protection et de développement des petites et moyennes entreprises. Dans le même courant, il a organisé la formation de 58 agents du protocole sur le renforcement des capacités des cadres et agents de l'institution dans le domaine du protocole. Le but était d'édifier ces derniers sur les mécanismes de la profession.

Les deux chambres ont également débattu de la crise du Pool en proie à un conflit armé depuis avril 2016. A propos, des questions pertinentes ont été posées aux ministres en charge de la question qui ont tous fait savoir aux parlementaires que la situation était sous le contrôle du gouvernement.

L'on note également les rencontres du président du Sénat avec certaines personnalités en poste au Congo, notamment l'ambassadeur de Cuba au Congo et le représentant du PNUD au Congo ; les échanges avec les parlementaires de certains pays africains dans le

cadre de la diplomatie parlementaire ; l'organisation d'un débat national sur les institutions en mars 2015 ; l'adoption le 25 août 2015 de 4 projets de lois dont celui portant création de la centrale d'achat des médicaments essentiels et des produits de santé, en remplacement de la Congolaise de Médicaments génériques (COMEG) ; l'examen de la loi électorale en janvier 2016 ; l'adoption de 10 autres projets de lois en avril 2016 dont celui relatif au statut de la copropriété des immeubles bâtis ; le soutien du Sénat à la mise en œuvre de la politique de décentralisation du gouvernement ; l'examen par le Sénat du projet de loi sur le financement de quelques partis politiques ; enfin l'adoption par les deux chambres le 12 et le 15 août 2017 du projet de loi relatif au passage du Congo de l'analogie au numérique. Les deux chambres ont clôturé leur bilan par l'examen du rapport d'apurement des comptes exercice 2016.

Jean Jacques Koumba



Justin Koumba (DR)

LÉGISLATIVES 2017

Liste des députés élus

Le ministère de l'Intérieur, de la décentralisation et du développement local a publié, le 2 août à Brazzaville, l'arrêté n° 5362 portant publication de la liste des députés élus à l'issue des élections législatives de l'année 2017.

Département du Kouilou

Circonscriptions électorales

Loango :

Titulaire : Bouiti-Viaudo Roland
Suppléant : Tchibinda Alain
Formation politique : MAR

Kakamoeka :

Titulaire : Mabilia Alexandre
Suppléant : Makosso Fils Basile
Formation politique : PCT

Hinda :

Titulaire : Sounda Jean Aimé
Suppléant : Mavoungou Gustave
Formation politique : RDPS

Madingo-Kayes :

Titulaire : Tengo Laurent
Suppléant : Makosso Serge Marvelh
Formation politique : MAR

Nzambi :

Titulaire : Batchi Gabriel
Suppléant : Louemebet Landry Autria Fabrice
Formation politique : RDPS

Mvouti 1 :

Titulaire : Matombe Paul
Suppléant : Koumba Balola Gaston
Formation politique : Indépendant

Mvouti 2 :

Titulaire : Coussoud-Mavoungou Martin Parfait Aimé
Suppléant : Louvounou Alphonse
Formation politique : PCT

Département de Pointe-Noire

Lumumba 1 :

Titulaire : N'Dinga Alexis
Suppléant : Bouity Berthe
Formation politique : PCAP

Lumumba 2 :

Titulaire : Bissouta Mabonda Alois Devic
Suppléant : Ongoly Née Loumingou Geneviève
Formation politique : PCT

Lumumba 3 :

Titulaire : Mavoungou Maurice
Suppléant : Beli Victor
Formation politique : MAR

Mvou-Mvou 1 :

Titulaire : Thystère Tchikaya Jean Marc
Suppléant : Bongo Emilon Patrick
Formation politique : RDPS

Mvou-Mvou 2 :

Titulaire : Tchignoumba Mboumba Gilbert Paul
Suppléant : Nguimby De Moussy Kinga Patrick E
Formation politique : PCT

Tié-Tié 1 :

Titulaire : Nkodia Kynd Gaétan
Suppléant : Mboungou Goolfred Florent
Formation politique : PCT

Tié-Tié 2 :

Titulaire : Bayendissa Brice Dimitri
Suppléant : Mboungou Mboungou Raymond
Formation politique : PCT

Loandjili 1 :

Titulaire : Makosso Anatole Collinet
Suppléant : Kaba Vele Née Mpan Suzanne
Formation politique : PCT

Loandjili 2 :

Titulaire : Mamona Ferdinand
Suppléant : Mioko Germain
Formation politique : PCT

Ngoyo :

Titulaire : Follo Isaac Raymond
Suppléant : Paka Banthoud Genest Wilfrid

Formation politique : PCT

Mongo-Mpoukou :

Titulaire : Kando Jean François
Suppléant : Okandza Fernand
Formation politique : PCT

Tchiamba- Nzassi :

Titulaire : Makosso Christian Ernest
Suppléant : Pambou Dadet Daniast
Formation politique : PCT

Département du Niari

Dolisie 1 :

Titulaire : Lissouba Jeremih Sylvain
Suppléant : Nzaou Félicien Dieudonné
Formation politique : UPADS

Dolisie 2 :

Titulaire : Sayi Honoré
Suppléant : Kaya Mvoula Brice
Formation politique : UPADS

Banda :

Titulaire : Koumba Justin
Suppléant : Binissa François
Formation politique : PCT

Divenié :

Titulaire : Nkouka Mananga Yogo Marianne
Suppléant : Nzoumini Ditadi
Formation politique : PCT

Kibangou :

Titulaire : Zamba Bienvenu Victor
Suppléant : Ibouanga Jean Pierre
Formation politique : UPADS

Kimongo :

Titulaire : Mouanda Jean Jacques
Suppléant : Mayanith Ngoma
Formation politique : PCT

Londéla-Kayes :

Titulaire : Ngoula Antoine
Suppléant : Goma Antoine
Formation politique : PCT

Louvakou :

Titulaire : Mavoungou Jean Antoine
Suppléant : Batangouna Mounda Bienvenu
Formation politique : PCT

Makabana :

Titulaire : Mabilia Pierre
Suppléant : Ntsambva Léon
Formation politique : PCT

Mayoko :

Titulaire : Leyinda Pascal Alain
Suppléant : Mboukoulou Lucien
Formation politique : UPADS

Mbinda :

Titulaire : Mouanza Pierre
Suppléant : Obanga Jean Fabrice
Formation politique : DRD

Moungoundou-Nord :

Titulaire : Biyot Jean Bruno
Suppléant : Bandangoyi Yandot Claude Juet
Formation politique : DRD

Moungoundou-Sud :

Titulaire : Litengo Kongo Simon
Suppléant : Douma Boniface
Formation politique : MAR

Mossendjo 1 :

Titulaire : Ndouna François
Suppléant : Birangue Aloise
Formation politique : Indépendant

Mossendjo 2 :

Titulaire : Tsoumou Yves
Suppléant : Ngoma Isidore Séraphin
Formation politique : Indépendant

Moutamba :

Titulaire : Lalissini Bikindou Justice
Suppléant : Ibingou Kouassi Gaétan
Formation politique : Indépendant

Nyanga :

Titulaire : Doukaga Destinée Hermella
Suppléant : Kombila Michel Roger
Formation politique : Front Patriotique

Yaya :

Titulaire : Mbani Jean Valère
Suppléant : Boubita Mbomo
Formation politique : UMP

Département de la Bouenza

Madingou Commune :

Titulaire : Ndeki Mampaka Christophe
Suppléant : Mouanda Donatien
Formation politique : Indépendant

Madingou district :

Titulaire : Ngabelet Auguste
Suppléant : Mabilia Alain Roger
Formation politique : Indépendant

Tsiaki :

Titulaire : Bati Benoit
Suppléant : Mankita Joseph
Formation politique : PCT

Kayes :

Titulaire : Nkouka Jean
Suppléant : Mouhinguo Germain
Formation politique : PCT

Boko-Songho :

Titulaire : Mbanzoulou Eugene
Suppléant : Pouela Marc Gilbert
Formation politique : PCT

Kingoué :

Titulaire : Sybali Jean
Suppléant : Mantsounga Joseph
Formation politique : PCT

Yamba :

Titulaire : Ngoma Mboukou Ulriche
Suppléant : Kaya Jean
Formation politique : PCT

Nkayi 1 :

Titulaire : Bidounga Alphonse
Suppléant : Toungouka Fidèle
Formation politique : UPADS

Nkayi 2 :

Titulaire : Dilou Ngoma Samuel
Suppléant : Mankou Aimé Vincent
Formation politique : Indépendant

Mabombo :

Titulaire : Kalla Marcel
Suppléant : Matouti Albert
Formation politique : PCT

Loudima :

Titulaire : Tsaty-Mabilia Pascal
Suppléant : Makouendé Jean Didier
Formation politique : UPADS

Mfouati :

Titulaire : Nzomono Macaire
Suppléant : Mbobo Kitoko Charles
Formation politique : Indépendant

Mouyondzi :

Titulaire : Mboussi-Ngouari Michel
Suppléant : Banga Antoine
Formation politique : MNLC

Département de la Lékoumou

Sibiti Commune :

Titulaire : Mouamba Clément
Suppléant : Mbama Fabrice Adolphe
Formation politique : PCT

Sibiti district :

Titulaire : Kignoumbi kia Mboungou Joseph
Suppléant : Nzimbi Norbert
Formation politique : La Chaîne

Bambama :

Titulaire : Tsoumou Moukassa Adrien
Suppléant : Moukouimi Albert
Formation politique : UPADS

Komono :

Titulaire : Tsiba Jean Apollinaire
Suppléant : Oyanza Guy Fernand
Formation politique : UPADS

Mayéyé :

Titulaire : Mouhoumounou David Benoit
Suppléant : Mampeme Jean Félix
Formation politique : PCT

Zanaga :

Titulaire : Mbani Marcel
Suppléant : Mampassi Jean Bosco
Formation politique : PCT

Département du Pool

Kinkala Commune :

Titulaire : Fylla Saint-Eudes Nicéphore Antoine
Suppléant : Malonga Jean Paul
Formation politique : PRL

Kintélé commune :

Titulaire : Mensah née Sassou Nguesso
Suppléant : Mfira Pascal
Formation politique : PCT

Ignié :

Titulaire : Ebina José Cyr Adélarde
Suppléant : Labimebou Timothé
Formation politique : PCT

Loumo :

Titulaire : Mihambou Josué
Suppléant : Kouka Jeanne Rose
Formation politique : CRDP

Loungui :

Titulaire : Pambou Germaine
Suppléant : Bassafoula Emile
Formation politique : Indépendant

Ngabé :

Titulaire : Ondongo Evariste
Suppléant : Inkari Benoit
Formation politique : PCT

Boko :

Titulaire : Kouloumbou Marie Jeanne
Suppléant : Banzoulou Kani Honorat
Formation politique : PCT

Département des Plateaux

Djambala Commune :

Titulaire : Ngouonimba Josué Rodrigue
Suppléant : Ganao Ngassebe Marc Aurèle
Formation politique : UFD

Djambala district :

Titulaire : Ngoulou Boniface
Suppléant : Oyino Tsouni Kharl
Formation politique : DRD

Allembé :

Titulaire : Ibombo Jean Pierre
Suppléant : Ossebi Jean Christ
Formation politique : PCT

Mpouya :

Titulaire : Mboulou Raymond Zéphirin
Suppléant : Andamoui Raphael
Formation politique : PCT

Gamboma 1 :

Titulaire : Ngouelondelé Hugues
Suppléant : Elault Bello Belard
Formation politique : PCT

Gamboma 2 :

Titulaire : Obam Ondon Antoine Bienaimé
Suppléant : Nkaba Ernestine
Formation politique : PCT

Abala :

Titulaire : Mbossa Joseph
Suppléant : Ebara Fidèle
Formation politique : PCT

Lekana :

Titulaire : Galibali Ghyslain Millet
Suppléant : Limboula Bruno
Formation politique : Indépendant

Mbon :

LÉGISLATIVES 2017

Liste des députés élus

Titulaire : Ngatselé Alphonse
Suppléant : Ngalibo Pascal
Formation politique : Indépendant

Ngo :

Titulaire : Tsalissan Okombi Digne Elvis
Suppléant : Ombo Lebarras Charles Timothé
Formation politique : UMP

Ollombo 1 :

Titulaire : Itoua Bruno Jean Richard
Suppléant : Bossa Fidèle
Formation politique : PCT

Ollombo 2 :

Titulaire : Ibara Ndeli Félix
Suppléant : Kiba Jean Paul
Formation politique : PCT

Makotipoko :

Titulaire : Ondzé née Ngambolo Bernadette
Suppléant : Kanga Philippe
Formation politique : PCT

Ongogni :

Titulaire : Ondélé Jean Jaurès
Suppléant : Moundélé Ngolo Ehourossia Yves
Formation politique : PCT

Département de la Cuvette**Oyo Commune :**

Titulaire : Sassou Nguesso Denis Christel
Suppléant : Yoka Justin
Formation politique : PCT

Oyo district :

Titulaire : Ominga Maixent Raoul
Suppléant : Ibela Abraham
Formation politique : PCT

Boundji :

Titulaire : Ngokana Denis Auguste Marie
Suppléant : Lekoundzou Tsatsa Avanké
Formation politique : PCT

Ngoko :

Titulaire : Ambeto Blaise
Suppléant : Okandza Jean Frédéric
Formation politique : PCT

Makoua :

Titulaire : Ayessa Firmin
Suppléant : Yeka Frédéric
Formation politique : PCT

Ntokou :

Titulaire : Ikemou Théodore
Suppléant : Mouanza Mouyabi Francis
Formation politique : PCT

Tchikapika :

Titulaire : Bouya Jean Jacques
Suppléant : Ombaka Jean Michel
Formation politique : PCT

Loukoléla :

Titulaire : Mokemo Zacharie
Suppléant : Kessale Prosper
Formation politique : PCT

Mossaka 1 :

Titulaire : Mobondzo Endzonga Marien
Suppléant : Lekaka Nadège Carole
Formation politique : PCT

Mossaka 2 :

Titulaire : Otoka Oscar
Suppléant : Bokambissa Prudent
Formation politique : PCT

Bokoma :

Titulaire : Bokoumaka Gabriel
Suppléant : Mafimba Bouya Jean Raoul
Formation politique : PCT

Owando Commune :

Titulaire : Owassa Yaucka Abel Jo
Suppléant : Ibara Jean
Formation politique : PCT

Owando district :

Titulaire : Ondongo Gilbert
Suppléant : Bongo-Samy Ibombo Louise
Formation politique : PCT

Département de la Cuvette-Ouest**Ewo Commune :**

Titulaire : Bininga Aimé Ange Wilfrid
Suppléant : Mfali Mathurin
Formation politique : PCT

Ewo district :

Titulaire : Aloumba Alexandre
Suppléant : Ekongo Adolphe
Formation politique : PCT

Okoyo :

Titulaire : Otsaleyousa Saturnin
Suppléant : Oyerondaya Louisie
Formation politique : PCT

Mbama :

Titulaire : Mouélé Serge Hubert
Suppléant : Dassia Robert
Formation politique : PCT

Mbomo :

Titulaire : Opimbat Léon Alfred
Suppléant : Poupet Emmanuel
Formation politique : PCT

Etoumbi :

Titulaire : Nganfouomo Charles
Suppléant : Omvouelet Francis Pépin
Formation politique : PCT

Kellé :

Titulaire : Hobié Thierry
Suppléant : Edjo Jean Robert
Formation politique : PCT

Département de la Sangha**Ouessou 1 :**

Titulaire : Ndinga Makanda Accel Arnaud
Suppléant : Ezouna Nguimbi Laure Jeremih
Formation politique : PCT

Ouessou 2 :

Titulaire : Mottom Mamoni Léonidas Carrel
Suppléant : Alontsami Raymond
Formation politique : PCT

Pokola :

Titulaire : Mbouma Albert
Suppléant : Monbandjo Jean Roger Bosco
Formation politique : PCT

Pikounda :

Titulaire : Chisso Adelaide Ruffine
Suppléant : Fougui Athanase
Formation politique : PCT

Kabo :

Titulaire : Okoueni Michel
Suppléant : Avoungou Georges
Formation politique : PCT

Souanké :

Titulaire : Zoniaba Ayimessone Henri
Suppléant : Beh Jean Claude
Formation politique : PCT

Mokéko :

Titulaire : Minda Pierre Christian
Suppléant : Kiba Salomon
Formation politique : PCT

Ngbala :

Titulaire : Ngozok Misseka Golfe
Suppléant : Masse Dengue Rodrigue
Formation politique : PCT

Sembé :

Titulaire : Ndouane Dambert René
Suppléant : Mikilik Athanase
Formation politique : PCT

Département de la Likouala**Impfondo Commune :**

Titulaire : Moka Alain
Suppléant : Manguelé Marie Solange
Formation politique : PCT

Impfondo district :

Titulaire : Dolama Virginie Euphrasie
Suppléant : Kamara Bandhiougou Hilley
Formation politique : PCT

Bouanéla :

Titulaire : Seko Hyppolite
Suppléant : Danguime Martial
Formation politique : PCT

Bétou :

Titulaire : Sabaye Fernand
Suppléant : Belembo Auguste
Formation politique : PCT

Enyellé :

Titulaire : Djombo Henri
Suppléant : Banzani Sébastien Rigobert
Formation politique : PCT

Dongou :

Titulaire : Mania Venance
Suppléant : Beléméné Dziamond Hilaire
Formation politique : PCT

Epena 1 :

Titulaire : Tono Marie Louise
Suppléant : Mouloumba Pierrot Jean Marc
Formation politique : PCT

Epena 2 :

Titulaire : Bongouambe Molobo Baccker
Suppléant : Makassela Ewhakou Herdy
Formation politique : PCT

Liranga :

Titulaire : Kanga Jean Bruno
Suppléant : Lobolo Bokockou Gabriel
Formation politique : PCT

Département de Brazzaville**Makélékélé 1 :**

Titulaire : Bambi Goma Gérald Lone
Suppléant : Tsiakouama Christophe
Formation politique : Indépendant

Makélékélé 2 :

Titulaire : Badiabio Joseph
Suppléant : Malela Bernard
Formation politique : Indépendant

Makélékélé 3 :

Titulaire : Boudzika Bonaventure
Suppléant : Matokot Aristide
Formation politique : CDR

Makélékélé 4 :

Titulaire : Mambouo née Sita Olga
Suppléant : Loubangoussou Daniel
Formation politique : Indépendant

Bacongo 1 :

Titulaire : Matsima Kimbembe Préférence
Suppléant : Baloki Gisèle
Formation politique : Indépendant

Bacongo 2 :

Titulaire : Kibozi Régis Joseph
Suppléant : Loko Etienne
Formation politique : Indépendant

Poto-Poto 1 :

Titulaire : Kourissa Jean De Dieu
Suppléant : Bobot Pascal Edmond
Formation politique : PCT

Poto-Poto 2 :

Titulaire : Opimbat née Mboundza Moke Ekotikambi Charlotte
Suppléant : Ngoumba Gabriel
Formation politique : PCT

Poto-Poto 3 :

Titulaire : Gassackys Ferrol Constant Patrick
Suppléant : Mpika Mampassi René
Formation politique : PCT

Moungali 1 :

Titulaire : Mouagni Aimé Hydevert
Suppléant : Kouazau Mau Yvon Brice
Formation politique : PCT

Moungali 2 :

Titulaire : Ingani Inès Nefer Bertille
Suppléant : Bamba Octave
Formation politique : PCT

Moungali 3 :

Titulaire : Moussodia Jean Didace Médard
Suppléant : Mayoyo Rémy Pierre
Formation politique : PULP

Ouenzé 1 :

Titulaire : Mondélé Juste Désiré
Suppléant : Akouala Gambou Francis Rivelin
Formation politique : Club 2002 PUR

Ouenzé 2 :

Titulaire : Ondzé Dominique
Suppléant : Kiboyi Omer
Formation politique : PCT

Ouenzé 3 :

Titulaire : Oyo Embounou Jules Junior Romy
Suppléant : Okemba Pity Nathalie Sylvie
Formation politique : PCT

Ouenzé 4 :

Titulaire : Gouamba Ninon Pachel
Suppléant : Mbatani Gogel
Formation politique : Indépendant

Talangaï 1 :

Titulaire : Nianga Blandine
Suppléant : Mbongo Mvouli Obambessa Luther
Formation politique : PCT

Talangaï 2 :

Titulaire : Ibovi Jean Claude
Suppléant : Gampfina Bampe Bory
Formation politique : MDP

Talangaï 3 :

Titulaire : Obambi Pierre
Suppléant : Etoua Claver David
Formation politique : PCT

Talangaï 4 :

Titulaire : Elenga Faustin
Suppléant : Ofamalekou Ghislain Urbain
Formation politique : PCT

Talangaï 5 :

Titulaire : Lemboubma née Ikia Sassou Nguesso Claudia
Suppléant : Lenga Isidore
Formation politique : PCT

Mfilou 1 :

Titulaire : Samba Sylvain
Suppléant : Nfoutou Nkounga Antoine
Formation politique : Indépendant

Mfilou 2 :

Titulaire : Bidié Biambemba Placide Helb
Suppléant : Oyindza Emmanuel
Formation politique : RC

Madibou :

Titulaire : Malonga Nicolas Jean Jacques
Suppléant : Bassegela née Bianfouana Albertine
Formation politique : Indépendant

Djiri 1 :

Titulaire : Tiele Gambia Olou Antoinette
Suppléant : Ikani Obambi Maurice
Formation politique : PCT

Djiri 2 :

Titulaire : Ngambili Ibam Bersol Exaucé
Suppléant : Noumazalayi Linda
Formation politique : PCT

Ile Mbamou :

Titulaire : Nyanga Elenga André
Suppléant : Ofounga Joseph
Formation politique : PCT

Fait à Brazzaville, le 2 Août 2017**Raymond Zéphirin Mboulou**

Le Congo et sa délicate marche vers l'émergence économique

L'économie congolaise traverse actuellement l'une des périodes les plus délicates de son histoire. Cette situation qui concerne également d'autres pays d'Afrique centrale, résulte de la crise économique et financière due à la chute des cours mondiaux du pétrole. Elle nécessite une riposte appropriée afin de pouvoir maintenir le pays sur le chemin de l'émergence économique.

D'après les statistiques de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), le taux de croissance du Produit intérieur brut (PIB) de la République du Congo est estimé à -1,9% en 2017 au lieu de 1,0% projeté initialement contre -2,8% en 2016. Face à cette situation, l'Etat congolais tente depuis de limiter les dégâts en réduisant les dépenses publiques, maximisant les recettes fiscales et douanières. A noter également l'ajustement budgétaire, la sélectivité des engagements prioritaires de l'Etat, ainsi que l'accompagnement du secteur privé, en vue de renforcer la confiance des investisseurs. La soutenabilité de la dette publique et la stimulation d'une croissance inclusive font aussi partie de ces impératifs.

A l'instar des autres pays de la Cémac, le Congo est en discussion avec le Fonds monétaire international (FMI) aux fins de la conclusion d'un programme au terme duquel le pays bénéficierait d'un appui financier de cette institution de Bretton Woods.

Les effets de la crise sur l'économie nationale

L'économie congolaise subit depuis quelque temps les effets néfastes de la crise économique et financière, née de la baisse du prix de baril du pétrole sur le marché mondial. Une situation se traduisant, entre autres, par la réduction des ressources budgétaires de l'Etat, la hausse de la dette publique et l'arrêt

des activités de certaines entreprises privées, le pétrole étant la première ressource d'exportation du pays.

La dette publique représentait 50% du PIB en décembre 2015 contre 77% en début de 2017, selon le gouvernement qui entend juguler cette situation.

Cette année, le budget de l'Etat est estimé à quelque 2744.007.000.000 francs CFA, alors qu'en 2016 le gouvernement s'était doté d'un budget rectificatif de plus de 3700 milliards francs CFA.

«Le budget 2014 simplifié, on a 2800 milliards francs CFA. En 2015, 1503 milliards, soit plus de 1200 milliards de moins. C'est un choc énorme. Nous l'avons corrigé, après avoir fait

«L'idée du gouvernement, c'est de faire de la diversification économique. Il y a de l'espérance dans le pays, mais nous avons juste besoin de la cohésion à tous les niveaux»

la révision du budget 2016. Il était question de comprendre la situation et d'arrêter la dégradation», expliquait à la presse en mai dernier le Premier ministre Clément Mouamba, pour qui l'année 2017 prépare 2018.

«L'idée du gouvernement, c'est de faire de la diversification économique. Il y a de l'espérance dans le pays, mais nous avons juste besoin de la cohé-



Le pétrole, la première richesse du Congo (DR)

sion à tous les niveaux», précisait le chef du gouvernement. La crise a engendré un choc important sur l'économie congolaise qui dépend essentiellement du secteur pétrolier. Ce choc s'est ressenti au niveau des travaux publics où plusieurs entreprises sont à l'arrêt.

Réforme des finances publiques

Le gouvernement a entrepris une série de réformes devant permettre d'atténuer les effets de la crise sur l'économie du pays. La mise sur pied récemment d'un guichet unique de dédouanement à Ouesso, deuxième pôle économique du pays après Pointe-Noire, participe de cette volonté.

Ce guichet qui vient après ceux de Brazzaville et Pointe-Noire sera suivi par l'implantation prochaine de celui de Dolisie, chef-lieu du département du Niari. Ces structures devront favoriser la sécurisation des recettes publiques à travers la bancarisation. L'objectif est de parvenir, d'ici à fin 2018, à dématérialiser tous les documents fiscal-douaniers et améliorer le climat des affaires dans le pays. Dans la même optique, le gouvernement procède à l'installation du système intégré de gestion des finances publiques. A en croire le ministre des Finances, du budget et du portefeuille public, Calixte Nganongo,

les travaux relatifs à la mise en place de ce dispositif vont bon train ; ce qui permettra à terme d'interconnecter les régies financières de l'Etat.

Toujours dans le cadre des réformes, le gouvernement a organisé une opération de recensement de tous les agents civils de l'Etat grâce auquel 13 mille fonctionnaires fictifs ont été décelés, soit une masse salariale de 10 milliards FCFA. Jusque-là, les conclusions définitives de cette opération sont attendues. Ces efforts en matière de gouvernance financière s'inscrivent aussi dans le droit fil des directives de la Cémac, dont le chef de l'Etat congolais assure la présidence du comité des réformes économiques communautaires. Ainsi, en décembre 2016, le parlement congolais a adopté un code sur la transparence et la gestion saine des finances publiques. « Il s'agit de permettre à notre système des finances publiques de s'aligner sur les bonnes pratiques et les normes internationales », indiquait Calixte Nganongo.

La Banque mondiale appuie aussi le gouvernement dans la réalisation de son programme de réformes de la gouvernance financière 2017-2022. A ce titre, une convention de financement d'environ 23 milliards de FCFA a été signée en juin dernier entre le Congo et la Banque mondiale. Cette convention couvre les activités du Projet des réformes intégrées du secteur public.

Par ailleurs, les discussions entre le Congo et le FMI devraient déboucher sur la signature d'un programme de coopération en septembre prochain. « Le FMI veut ouvrir des discussions au lieu d'imposer des politiques de réforme », déclarait le directeur Afrique au FMI, Abebe Aemro Selassie, en décembre 2016 à Brazzaville.

**Guy Gervais Kitina,
Christian Brice Elion
et Fiacre Kombo**



Le bois constitue une ressource importante pour l'économie nationale (DR)

Diversification de l'économie, levier pour la croissance

La diversification de l'économie congolaise est un levier essentiel de sa croissance future et représente l'objectif principal du gouvernement qui a engagé, depuis, des réformes institutionnelles et des programmes d'investissements publics pour tenir le pari.

Pour concrétiser cette ambition, le pays a épinglé cinq grands axes de diversification économique, parmi lesquels la création des Zones économiques spéciales (Zes). Une loi a été récemment promulguée par le président de la République, certifiant quatre zones en création : Ouesso, le bipôle d'Oyo-Ollombo, Brazzaville et Pointe-Noire. Le Congo fait partie des pays « pilotes » africains devant bénéficier d'un financement de 60 milliards de dollars annoncé par la Chine en vue de soutenir des projets d'industrialisation. C'est dans ce cadre que se construit la Zes de Pointe-Noire dont les travaux de bornage du site ont été réalisés. Sur une période de dix ans, soulignait Alain Akouala, ministre des Zones économiques spéciales, elle pourrait créer environ 40 000 emplois directs, et une cinquantaine de milliers d'emplois

indirects avec un impact sur le PIB estimé à 2 milliards de dollars tous les cinq ans.

Faisant partie des cinq secteurs de la diversification économique, le tourisme connaît depuis quelque temps une réforme fondamentale qui devra faire du Congo une destination aux « retombées économiques indéniables ». Le ministère du Tourisme voudrait rendre attractif ce secteur et espérer générer environ 10% du PIB à l'horizon 2021. Pour ce faire, il a engagé plusieurs actions, à l'instar de la création d'un Guichet unique des systèmes de tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs, avec à la clé la création de bureaux d'accueil et d'information touristique au sein de l'aéroport de Brazzaville, de Pointe-Noire et Dolisie ; la classification hôtelière, etc. Un programme qui s'exécute à travers un Plan directeur du tourisme

financé par le gouvernement à hauteur de 2 millions de dollars. Ce financement atteindra 75 milliards de FCFA en cinq ans, projette le ministre du Tourisme et des loisirs, Arlette Soudan Nonault, annonçant récemment la création d'une structure d'ingénierie touristique baptisée « Socatour » qui devrait permettre aux partenaires de soumissionner aux marchés.

S'il est un autre secteur clé qui devra sortir le Congo de la dépendance pétrolière, l'agriculture figure en bonne place. Depuis 2008, le Projet de développement agricole et de réhabilitation des pistes rurales (Pdarp), que réalise le pays avec l'appui de la Banque mondiale, a permis en dix ans de réhabiliter 1301 km de pistes rurales ; de construire 41 infrastructures de marchés ; d'appuyer 910 micro-projets, soit 12000 bénéficiaires ; de former les producteurs locaux ; d'équiper les services techniques de l'Etat. Les résultats satisfaisants de ce programme, pour lesquels le département de l'agriculture assure



Une usine de la zone industrielle de Maloukou (Adiac)



L'accès à Internet de qualité à moindre coût constitue l'un des préalables à l'économie numérique (DR)

avoir doublé les revenus annuels des producteurs agricoles, encouragent le gouvernement congolais et la Banque mondiale à envisager un nouveau projet basé sur l'agriculture commerciale. Ce nouveau programme agricole estimé à plus de 100 milliards de FCFA, dont 60 milliards sont accordés par la Banque mondiale, vise notamment à consolider des acquis du Pdarp. Il pourrait, estime-t-on dans le secteur agricole, améliorer la contribution au PIB qui stagne à seulement 4% environ, malgré les 10 milliards d'hectares de terres arables que dispose le pays et dont seulement 2% sont cultivées. Même si le secteur forestier a bénéficié ces dernières années d'une mobilisation importante de ressources, avec une contribution de 5,6% au PIB, la diversification économique devra passer par ce pôle, deuxième ressource de revenus après le pétrole. Le Congo et la Banque mondiale prévoient un financement de 6,51 millions de dollars, soit prêt de 3,8 milliards de FCFA pour dynamiser les activités du Projet forêt et diversification économique (Pfdé). Il vise à renforcer les fonctions forestières régaliennes et favoriser la croissance.

L'économie numérique, l'autre pilier

La révolution numérique est une opportunité de diversification économique. Le gouvernement entend faire du numérique un levier majeur pour la création d'emplois, la compétitivité des entreprises, l'attractivité du Congo en matière d'investissements directs et la diversification de l'économie.

Si les Technologies de l'information et de la communication (TIC) ne sont encore que faiblement implantées au Congo, le développement de ce secteur pourrait générer entre 2 et 3% de croissance du PIB, estiment certains experts.

Pour l'heure, le pays ne figure pas dans le top 10 des pays africains qui intègrent le mieux les TIC à leur développement économique. Une vingtaine de pays qui tentent de mettre les TIC au cœur de leur stratégie de développement ont été, en effet, identifiés par le rapport 2016 du Forum économique mondial (WEF), réalisé sur le thème « l'innovation dans l'économie numérique ».

Toutefois, devant l'ambition de diversification, le numérique est désormais intégré dans l'agenda politique. La création en avril 2016 d'un ministère de l'Économie numérique et de la prospective, l'ouverture en janvier 2017 de la Grande école du numérique du Congo et le lancement de manifestations autour du numérique illustrent bien cette ambition.

Il faudra pourtant améliorer les infrastructures, corriger l'accès à l'Internet encore cher, réformer le cadre institutionnel et juridique et soutenir les initiatives privées. La stratégie nationale de développement de l'économie numérique assortie d'un plan d'action pour la période 2017-2021 est attendue.

L'installation de la fibre optique au Congo est en cours. Le raccordement de la ville portuaire de Pointe-Noire à Brazzaville, et de là, relier Ouesso, tout au nord du pays est réel grâce au projet Wacs. Un autre couloir de fibre optique relie Dolisie à Mbinda, sur la frontière gabonaise. Cette première phase du chantier pour la portion Dolisie-Mbinda s'est achevée en juin 2016 après un an de travaux. Le chantier entre dans le cadre de l'initiative Central Africa Backbone (CAB, dorsale de télécommunications en Afrique centrale) financée par la Banque mondiale à hauteur de 273 millions de dollars, qui a déjà relié le Cameroun, le Tchad et Sao Tomé et Príncipe à l'Internet haut débit.

Quentin Loubou

Cette semaine dans Jeune Afrique

CONGO SORTIR D'UN MONDE DE BRUT

Frappé de plein fouet par la chute des cours du baril, le pays doit gérer l'urgence en réduisant ses dépenses, mais aussi chercher des solutions à long terme. Avec une interview exclusive du Premier ministre **Clément Mouamba**.



Jeune Afrique n°2953-2954

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Venez célébrer
à la Fête Nationale

ELBO Suites

57^{ème}
Anniversaire

- * **Buffet**
Entrées, plats et desserts
- * **Cuisine Congolaise et Africaine**
à **15 000 FCFA / personne**
(Hors boissons)
- * **Ambiance musicale**
- * **Tombola**
de nombreux lot à gagner

Mardi
15
Août

12h à 16h

Venez vivre l'Expérience ELBO Suites

Reservations au **06 510 93 08**

WWW.ELBOSUITES.COM

@elbosuites / [f](#) / [ig](#) / [tw](#)

INTERVIEW

Pr. Elira Dokékias: « Le centre national de drépanocytose nécessite une attention particulière »

Lors de la sixième conférence de l'Alliance des ligues Francophones Africaines et méditerranéennes contre le cancer (ALIAM) tenue à Brazzaville, l'épouse du chef de l'Etat s'est interrogée sur le fonctionnement actuel du centre national de drépanocytose Antoinette Sassou N'Guesso. Abordé par Les Dépêches de Brazzaville, le directeur général de ce centre, le professeur Elira Dokékias, spécialiste de la drépanocytose et des maladies du sang a évoqué quelques difficultés

Les Dépêches de Brazzaville (LDB): professeur, quelles sont les difficultés auxquelles le Centre national de référence de la drépanocytose et des maladies rares est confronté depuis son inauguration ?

Elira Dokékias (ED): L'Etat, en collaboration avec ses partenaires avaient fourni quelques équipements de bureaux dans les salles de soins et de consultation pour faire fonctionner cet établissement public à vocation sous-régionale. Des appareils de radiologie ont été installés certes, mais ne peuvent démarrer parce que le courant fourni est insuffisant. Par ailleurs, des machines nécessaires pour effectuer la biologie

moléculaire, les examens d'hématologie et le dépistage de la drépanocytose n'ont pas encore été fournis.

L'acquisition d'un transformateur capable de supporter des charges électriques s'avère indispensable. Même pour être connecté à l'eau, nous étions obligés de prendre des alternatives. Avec des prévisions budgétaires, on pouvait réaliser quelques projets, mais la situation financière actuelle n'a pas permis à l'Etat d'honorer certains engagements. Pour que ce centre tourne à 100%, il faut une mobilisation.

L.D.B : Comment fonctionne ce centre ?

E.D : En tant que techniciens, nous avons été sollicités pour coordonner le démarrage de ce centre, raison pour laquelle nous nous sommes battus pour essayer de regrouper quelques lits d'hospitalisation, et de démarrer le deuxième volet de la formation. Le centre abrite, depuis le mois de Janvier la formation des spécialistes en hématologie composés pour l'heure des candidats du Cameroun et du Congo.

Sur le volet soin, depuis l'ouverture du Centre, 7800 nouveaux malades drépanocytaires ont été enregistrés. Tous les mardis et jeudi, nous consultons et admi-



nistrions les soins d'hospitalisation régulièrement à plus d'une cinquantaine de malades par jour. Ces malades viennent la journée et repartent chez eux le soir, une façon d'alléger les charges du CHU dont le service d'hématologie d'hospitalisation ne compte que 24 lits.

Pour garantir les soins de qualité, nous nous efforçons à faire en sorte que le ravitaillement en médicament se déroule sur place. La consultation est payante avec des coûts exorbitants, mais les enfants drépanocytaires la font gratuitement. Malgré les difficultés constatées, nous essayons de tourner en permanence.

LDB : Sur le volet de la recherche, où en êtes-vous ?

E.D : Le centre national de prise en charge de la drépanocytose est le résultat de l'aboutissement du travail de sensibilisation abattu par la Fondation Congo assistance pendant plusieurs années, en direction des autorités congolaises ainsi que de la communauté internationale. Cette Fondation a signé récemment aux Etats-Unis un partenariat avec Howard University spécialisée dans le domaine de la recherche sur cette anémie. À la fin de cette année, les membres de cette université effectueront une visite de travail à Brazzaville pour concrétiser les volets de cette coopération. En même temps, nous avons fait un plaidoyer auprès de la Fondation Necker. Les responsables de cet hôpital viendront à Brazzaville pour faire l'état des lieux. Nous collaborons aussi avec d'autres fondations qui sont prêtes à nous aider pour équiper le centre. À l'occasion de cette visite, une journée scientifique sur la drépanocytose sera organisée en septembre prochain. Elle regroupera les spécialistes de la drépanocytose du Congo, de la RDC, du Gabon et du Cameroun, en coordination avec la FCA. Nous travaillons aussi en partenariat avec la Fédération mondiale

de l'hémophilie. Lorsque nous avons tenu nos premières journées de l'hémophilie au Congo, les échos ont traversé les frontières. Aussitôt, ils se sont mobilisés pour une prochaine action au Congo prévue en octobre prochain. A cet effet, plusieurs spécialistes du monde Francophone sont attendus à Brazzaville pour faire en même temps un état des lieux et prendre en compte l'aspect formation sur l'hémophilie. L'association mondiale de l'hémophilie et l'association française de l'hémophilie seront à Brazzaville d'ici peu en vue de développer cette coopération.

LDB : Que doit-on faire pour que ce centre fonctionne à 100% ?

E.D : Malgré l'absence d'un budget de financement réel, nous nous sommes battus pour faire fonctionner ce centre. Avec tout ce qui va être fait, nous espérons que l'Etat, malgré les difficultés financières actuelles fera de telle sorte qu'un transformateur soit installé. Les investissements prioritaires doivent être faits pour stimuler les chercheurs d'autres pays à venir au Congo, afin de rendre à ce centre sa vocation purement sous-régionale.

Propos recueillis par Yvette Reine Nzaba

DÉPARTEMENT DU POOL

Une crise sécuritaire aux conséquences humanitaires multiples

En proie au conflit armé depuis avril 2016, le département du Pool a connu cette année de nombreuses exactions. Selon des témoignages, pas moins de 200 morts tant du côté des forces de l'ordre que des miliciens Ninjas Nsiloulou de Frédéric Bintsamou « Pasteur Ntumi » et des biens publics et privés incendiés. Les populations civiles payent un lourd tribut avec des milliers de sans-abri.

Sur le plan sécuritaire, la situation générale demeure toujours fragile, en dépit de la présence des forces de l'ordre. L'insécurité dans cette partie du pays a conduit les autorités à reporter les élections législatives et locales à Kinkala district, Goma Tsé-Tsé, Kimba, Kindamba, Mayama, Vindza, Mbandza Ndounga et Mindouli.

Des appels multiformes au retour de la paix

Soucieux du rétablissement de la sécurité et de la quiétude dans le département du Pool, le Parti congolais du travail (PCT), à travers son porte-parole, Serge Michel Odzocki, avait invité le gouvernement à mettre hors d'état de nuire, le pasteur Ntumi et ses bandes armées.

Pour l'opposition congolaise, la traque militaire n'est pas une solution à la situation du Pool. En effet, le secrétaire général de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), Pas-

cal Tsaty Mabiala, estimait qu'il fallait plutôt convoquer le pasteur Ntumi à la table de négociations. Dans le même ordre d'idées, le coordonnateur de la plateforme IDC/FROCAD/JM3, Charles Zacharie Bowao, prônait lui aussi le dialogue afin de mettre fin, disait-il, à la crise qui sévit dans le Pool. La société civile n'est pas aussi restée en marge de la crise sécuritaire qui secoue ce département. C'est le cas de la Conférence épiscopale du Congo qui appelait l'Etat à prendre ses responsabilités de garant de la paix et de l'unité nationale tout en privilégiant la voie du dialogue.

Le chef d'état-major général réconforte les troupes

Le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy Blanchard Okoï, a effectué le 28 juillet dernier, une descente dans les départements du Pool et de la Bouenza. But : apporter un récon-



Recensement des personnes déplacées

fort moral à la troupe déployée dans le théâtre opérationnel de Kinkala, Mindouli, Kindamba et Loutété.

Des besoins humanitaires d'urgence estimés à environ 16 milliards FCFA

La crise du Pool engendre du jour au jour des conséquences multiples. Ce qui rend le contexte économique et social tendu, suscite un manque de denrées alimentaires et par ricochet, l'inflation des coûts des produits de première nécessité dans cette partie du pays. Selon des chiffres officiels encore provisoires, les besoins humanitaires d'urgence sont estimés à 23,7 millions de

dollars, soit environ 16 milliards FCFA pour assister 138.000 déplacés pendant environ six mois. Pour y faire face, le gouvernement congolais, le système des Nations unies et seize partenaires ont lancé le 17 juillet dernier un appel de fonds pour mobiliser près de 24 millions de dollars. Lors d'une réunion d'évaluation à mi-parcours tenue en juillet, le gouvernement et le système des Nations unies indiquaient que l'appel à fonds avait déjà trouvé de répondants car certains partenaires étaient déjà à pied d'œuvre sur le terrain afin d'évaluer les besoins qu'ils pourront financer. Il s'agit, entre autres, de l'Agence des Etats-Unis pour le développe-

ment international (USAID) qui a effectué une deuxième mission pour bien chiffrer la demande qu'elle doit soumettre à Washington. Du côté des Nations unies, l'on s'active également pour ouvrir une fenêtre d'urgence avec des formulations de projets à hauteur de 4,5 millions de dollars.

Une mission attendue dans les zones de conflit

Conscient du fait que la première évaluation n'avait pas pris en compte les déplacés se trouvant dans le périmètre de combats, les autorités congolaises et leurs partenaires ont décidé le 27 juillet dernier d'organiser une mission dans les zones encore non-accessibles dans un proche avenir. La seule condition est d'assurer la sécurité des équipes à déployer sur le terrain.

Rappelons que le gouvernement qui a déjà dégagé une enveloppe de plus de 250 millions FCFA pour la prise en charge des besoins humanitaires des déplacés du Pool a rassuré ses partenaires qu'en dépit des difficultés économiques actuelles, il ne ménagera aucun effort pour tenir ses engagements.

Parfait Wilfried Douniama et Guillaume Ondzé



Radisson BLU
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE



SOIRÉE SPÉCIALE FÊTE NATIONALE À L'ÉTOILE NIGHT CLUB

MARDI 15 AOÛT, DE 22H À L'AUBE
ENTRÉE GRATUITE À L'ÉTOILE !!!

AMBIANCE 100% CONGOLAISE PAR DJ DJO

PROMOTION

2 CHAMPAGNES MOËT & CHANDON: 110.000 XAF

RADISSON BLU M'BAMOU PALACE HOTEL, BRAZZAVILLE
Avenue Amilcar Cabral Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo
T: +242 05 050 60 60 reservations.brazzaville@radissonblu.com
www.radissonblu.com/hotel-brazzaville

Radisson **BLU**
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

TRU BLU TRU FÊTE NATIONALE

CÉLÉBRONS LA FÊTE NATIONALE
MARDI 15 AOÛT, À PARTIR DE 18H00

DÎNER DANSANT AU FEU DES SAVEURS
25.000 XAF / PERSONNE



RADISSON BLU M'BAMOU PALACE HOTEL, BRAZZAVILLE
Avenue Amilcar Cabral Centre-Ville, Brazzaville, République du Congo
T: +242 05 050 60 60 reservations.brazzaville@radissonblu.com
www.radissonblu.com/hotel-brazzaville

EDUCATION NATIONALE

2017, une année à deux vitesses

Si au niveau des sous-secteurs de l'enseignement général et technique les calendriers scolaires ont été respectés, l'enseignement supérieur a une fois de plus battu le record des grèves dues à la non-prise en compte des revendications sociales des étudiants et du personnel de l'Université Marien-Ngouabi.

En dépit des difficultés économiques, les acteurs du système éducatif national, notamment ceux des ministères des Enseignements technique et général ont tenu leur pari en conduisant à bon port leurs programmes scolaires. Ces deux sous-secteurs viennent de passer une deuxième année consécutive sans grève, ce malgré de nombreuses revendications des enseignants classées, d'après les syndicalistes, jusque-là sans suite. Ce climat d'accalmie est sans nul doute à l'origine des bons résultats enregistrés aux différents examens d'Etat au titre de l'année scolaire 2016-2017.

Au niveau de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabetisation, par exemple, les résultats du baccalauréat ont été jugés satisfaisants. Sur les 80 559 candidats présentés, 22 286 ont été déclarés admis, soit 27,66% contre 21,26% en 2016. Même son de cloche pour le Brevet d'études du premier cycle (BEPC) où plus de la moitié des candidats ont satisfait à cet examen d'Etat qui ouvre la voie au cycle secondaire second degré. En effet, ils sont 61 305 qui ont été déclarés admis sur les 110 369 candidats, soit un pourcentage de 55,55% contre 46,39% en 2016, une progres-



Un des onze établissements de l'Université Marien-Ngouabi paralysé par des grèves à répétition / crédit photo Adiac

sion de 9,16%.

Les résultats ont été également flatteurs pour le Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) tel qu'en témoignent les statistiques de Brazzaville (84,81%), soit une hausse de 5% et du département des Plateaux (96,18%) contre 85,19% en 2016.

S'agissant de l'enseignement technique et professionnel, la pente observée depuis quelques années au niveau du baccalauréat a été un peu relevée. En effet, le taux d'admission a atteint cette année plus de 31%, contre 29,74% l'an dernier, pour 1 018 admis au premier 1er tour et 6 088 admissibles sur les 21 155 candidats présentés.

Grogne sociale à l'Université Marien-Ngouabi

Comme l'an dernier, l'année académique 2016-2017, a été fortement perturbée par des grèves à répétition des étudiants et des travailleurs de

l'Université Marien-Ngouabi. Les premiers qui réclament, entre autres, le paiement de plus deux trimestres de bourses ont paralysé les cours dans les onze établissements de l'alma-mater par une grève qui a duré plus d'un mois. Mais la prise en compte de leurs revendications semble en bonne voie. Au cours d'une conférence de presse le 9 août, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a indiqué que la principale cause du retard dans le traitement des dossiers de bourses était le non-respect des calendriers académiques par les établissements. « Les retards dus à la publication des résultats pour certaines facultés mettent en difficulté la sous-commission qui doit se réunir pour commencer à étudier les dossiers des étudiants », a justifié le ministre, précisant que des notes de service seront signées et les listes affichées sous peu avant

d'être transmises au ministère des Finances pour paiement.

Une nouvelle grève en vue ?

Parmi les revendications du personnel, il y a la concomitance du paiement des salaires des agents avec ceux de la fonction publique ; le paiement des heures complémentaires, supplémentaires, de surveillance et d'encadrement des thèses et des mémoires. L'autre doléance concerne le décaissement régulier du budget de fonctionnement. Pour mettre en exécution leur menace, le personnel enseignant et non enseignant de l'Université Marien-Ngouabi a déclenché en avril dernier, trois journées dites : « université morte ».

Dans une déclaration rendue publique le 21 juillet, le collège intersyndical de l'unique établissement public d'enseignement supérieur au Congo, exigeait le paiement intégral des salaires des mois de juin,

juillet et août 2017. A cela s'ajoutent l'apurement des heures complémentaires de surveillance et d'encadrement des thèses de mémoire, le décaissement de la subvention de fonctionnement des premier, deuxième et troisième trimestres de l'année en cours. « Le collège intersyndical, qui constate, amèrement, que les préoccupations posées par le personnel de l'Université Marien-Ngouabi demeurent sans solution, annonce qu'il entrera en grève générale et illimitée sans préavis, dès le 1er septembre 2017, à 7h00, si les problèmes énumérés ci-haut ne trouvent pas de solutions ».

Rappelons que l'année dernière, environ 20 454 étudiants ont bénéficié des bourses dont 14 597 à l'Université Marien-Ngouabi. En attendant la publication des listes de renouvellement et rétablissement, la sous-commission des bourses de l'enseignement supérieur a attribué au titre de l'année 2017 cette aide du gouvernement à près de 10 000 nouveaux étudiants. Parmi ceux-ci, il y a 6 360 de l'Université Marien-Ngouabi, 57 de l'Institut national du travail social, 643 des établissements privés ayant reçu des agréments définitifs, de l'Université protestante de Brazzaville et deux autres écoles conventionnées à Pointe-Noire. Grande innovation de cette campagne : l'attribution de la bourse en première année à tous les étudiants autochtones et ceux vivant avec handicap, ainsi qu'aux meilleurs bacheliers dès la première année.

Parfait Wilfried Douniama
et Fortunité Ibara



Les élèves attendant l'affichage des listes d'admis au BEPC (Adiac)

La Fondation Congo Assistance poursuit ses actions en faveur des personnes vulnérables

Avec ses équipes, l'épouse du chef de l'Etat, Antoinette Sassou N'Guesso, présidente de la Fondation Congo Assistance (FCA) œuvre depuis plus de trente ans pour soulager les populations fragiles et soutenir le développement. Son action trouve également un écho sous-régional en concertation avec d'autres premières dames du monde.

Cette année, Antoinette Sassou N'Guesso a plus focalisé son attention sur les personnes âgées vivant dans des centres d'accueil, notamment à la Maison des séniors Kambissi, située à Mfilou dans le 7^e arrondissement de Brazzaville où vivent près d'une cinquantaine de pensionnaires. Cependant, le fonctionnement de cet hospice nécessite un budget colossal. Pour y faire face, la FCA se tourne souvent vers les sponsors, d'où, l'organisation au mois de juin dernier, en collaboration avec le Réseau Divas d'une soirée de gala de bienfaisance pour collecter des fonds destinés à la Maison des séniors Kambissi.

La soirée à laquelle plusieurs donateurs parmi lesquels, des chefs d'entreprises, diplomates, personnalités de haut rang et le président de la République ont pris part, avait pour objectif de lancer un appel à la solidarité, à la générosité afin de faire face à la détresse des personnes âgées, mais aussi des enfants et des femmes démunis. Quelques jours après la soirée, la présidente de la Fondation Congo

Assistance a résolu d'aller rencontrer les pensionnaires de Mfilou pour leur rendre compte des dons collectés.

Les œuvres caritatives se sont poursuivies dans des orphelinats où la FCA a distribué des vivres et autres produits de première nécessité. Pour les responsables de cette ONG, il s'agit d'une opportunité pour créer et partager des moments de joie avec cette catégorie de personnes qui ont besoin d'une attention particulière.

La lutte contre le cancer, un autre champ de bataille

En sa qualité de première dame, Antoinette Sassou N'Guesso est souvent sollicitée pour faire le plaidoyer. En plus de son implication sur la drépanocytose et le VIH/Sida, elle a été consultée une fois de plus pour apporter son soutien dans l'éducation, le dépistage et la prise en charge des personnes atteintes du cancer.

Son implication à la sixième conférence de l'Alliance des ligues francophones africaines et méditerranéennes contre le cancer (ALIAM) tenue en juin dernier à Brazzaville témoigne



En contact permanent avec les personnes âgées (Adiac)



La façade du Centre de la drépanocytose (Adiac)



Une vue de la Maison des séniors Kambissi (Adiac)

de sa responsabilité dans la mise en œuvre des programmes nationaux de lutte contre cette maladie. Ladite conférence a été rendue possible grâce à son leadership en sa qualité de marraine.

Aussi, l'épouse du chef de l'Etat s'est-elle engagée à faire de la lutte contre le cancer son combat aux côtés des Associations et autres structures luttant contre la maladie. L'élection d'un Congolais, le professeur en cancérologie médicale, Charles Gombé Mbalawa à la présidence de l'Aliam a été une raison de plus, de satisfaction tout comme la présence du professeur Nsondé Malanda au

sein du Conseil d'administration de l'Aliam.

L'initiative de mutualiser les efforts pour lutter contre cette maladie révèle une urgence pour les pays francophones, notamment le Congo où 612 cas ont été diagnostiqués en 2016 contre 1447 cas entre 2014 et 2015. 580 hommes sont touchés contre 492 femmes et 75 enfants de 0 à 14 ans. Les plus importants en nombre sont les cancers du foie, du sein, de la prostate, du col de l'utérus et des leucémies.

Sur le plan international, les activités de la Fondation Congo Assistance ont été également marquées par la 19^e assemblée générale de l'Organisation des premières dames d'Afrique contre le sida (Opdas) tenue récemment à Addis-Abeba en Ethiopie, où la FCA a été représentée par son secrétaire général, Michel Mongo. Cette assemblée a adopté plusieurs recommandations parmi lesquelles le changement de l'OPDAS qui deviendra OPDDA (Organisation des premières dames pour le développement de l'Afrique) d'ici 2020.

Yvette Reine Nzaba



LE RESEAU DES SMARTPHONES



**CONGO MON PAYS,
AIRTEL MON RESEAU**

**Bonne fête de
l'indépendance**

AG Partners



La diplomatie en quête d'un nouveau rayonnement

Propulsée au-devant de la scène internationale dans le cadre de la recherche de solutions aux crises qui minent la Libye et la République centrafricaine (RCA), la diplomatie congolaise a de nombreux défis à relever ; à commencer par sa propre toilette interne.

La nouvelle République et ses défis ! dirait-on au regard des nombreux chantiers d'Hercules que s'est imposé l'Etat du Congo en vue de traduire dans les faits la « rupture » tant évoquée aujourd'hui. Le département des Affaires étrangères n'est pas en reste de ce mouvement.

Le 25 janvier dernier, un membre du cabinet du ministre Jean-Claude Gakosso nous expliquait ainsi la nécessité d'une nouvelle vision dans le départe-

bassadeurs rappelés au bercail. Marie Thérèse Avemeka (Namibie), Valentin Olessongo (Maroc), Célestine Kouakoua (Guinée Equatoriale), Pierre Michel Nguimbi (Sénégal), Jean Marie Mowelle (Nigéria), Jacques Yvon Ndolou (Allemagne), Luc Okio (Suisse), Raphaël Malonga (Egypte), Gabriel Entcha Ebia (Centrafrique), Jean Baptiste Ndzangué (Angola), Jean-Marie Adoua (Unesco), Félix Ngoma (Inde), Clovis Guillond (Rus-



Comme ici avec Sergueï Lavrov, son homologue russe, Jean-Claude Gakosso a rencontré plusieurs dirigeants pour partager la vision du Congo. (DR)

Les ambassadeurs nommés en 2017

Cuba : Rosalie Kama Niamayoua Egypte : Célestin Akoulafoua Sénégal : Luc Aka-Evy Cameroun : Valentin Olessongo : Angola : Bonaventure Engobo Mozambique : Sylvain Bayalama Afrique du sud : Jean-Marie Adoua Inde : André Poh Belgique : Léon Raphaël Mokoko Allemagne : Mamadou Kamara Dekamo Suisse : Clovis Guillond RCA : Jacques Yvon Ndolou Rwanda : Guy Nestor Itoua France : Rodolphe Adada Namibie : Maryse Chantal Apoyolo Japon : Félix Ngoma Russie : David Madouka Maroc : Jean-Marie Mowelle.

ment qu'il dirige. « A la suite des réformes institutionnelles intervenues au Congo, disait-il, le pays nourrit désormais de nouvelles ambitions pour son développement. Ceci suppose, entre autres, une diplomatie qui intègre l'évolution du monde ».

Dans la foulée suivait la publication d'une longue liste d'am-

basadeurs (Cuba), Roger Julien Menga (Belgique) et Gisèle Bouanga Kalou (Cameroun) voyaient ainsi arriver le terme de leurs mandats respectifs d'ambassadeur dans leurs pays d'accréditation.

Quelques semaines après, des nominations de diplomates au plus haut niveau s'enchaînaient. A ce jour, près d'une

vingtaine de nouveaux ambassadeurs au total ont été nommés par le chef de l'Etat (Voir la liste en encadré). De même que le département des Affaires étrangères a enclenché un mouvement du personnel affecté auprès des missions diplomatiques du Congo qui nous semble loin d'être achevé. Il va de soi que ces nominations sont le corollaire de la volonté de changement.

Déjà, dans son discours d'invest-

iture le 16 avril 2016, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso soulignait la nécessité d'engager « une diplomatie économique » dont le crédo devrait être d'attirer les investisseurs au pays. L'on a entendu aussi parler, du côté du ministère des Affaires étrangères, d'une « diplomatie aux diplomates », mettant ainsi en avant le souci de professionnalisme dans ce secteur.

Faire entendre la voix du pays

à l'extérieur, soigner son image, gérer des moments d'incompréhension à l'instar de l'imbroglio diplomatique avec l'Union européenne courant mai 2016, ou tirer le meilleur profit des opportunités de coopération qu'offrent nombreux partenaires... autant de tâches qui appellent à une remise en cause permanente de la part des acteurs de la diplomatie. Erreur que de vouloir y résister.

Thierry Nougou

CRISE CENTRAFRICAINE

Le pays peine à se relever

L'histoire politique de ce pays d'environ 4,5 millions d'habitants, jalonnée de soubresauts politiques, a entraîné, ces dernières années, une instabilité institutionnelle et conjoncturelle défavorable à son développement. La Centrafrique affiche aujourd'hui le visage d'un Etat politiquement et économiquement instable, dans lequel le niveau d'insécurité reste une source de préoccupation.

Une nouvelle vague de violence frappe la Centrafrique. Pourtant, le retour à l'ordre constitutionnel - début 2016 - avait suscité un espoir. Depuis, l'exécutif peine toujours à exercer son autorité au-delà de la capitale Bangui. À la violence du sud-est fait écho celle du nord-ouest dans les régions de Paoua, Bocaranga, Kabo, Markounda et Bang où les humanitaires sont particulièrement ciblés. Du fait de la dégradation de la situation sécuritaire, quatre des plus importantes organisations humanitaires (IRC- Croix rouge, Oxfam, MSF France et International Medical Corps) ont décidé de suspendre temporairement leurs activités dans ces régions.

Le risque d'un nouveau conflit

A cause de la porosité de ses frontières, la Centrafrique continue de subir les effets néfastes de la prolifération et de la circulation illicite d'armes de guerre. Les conflits régionaux et la perméabilité des frontières sont à l'origine des flux et reflux incontrôlés d'armes de guerre sur le territoire centrafricain. Ce trafic favorise la création des milices qu'il alimente, suscite et entretient la violence au sein des groupes de jeunes aux conditions de vie précaires et des militaires centrafricains en rupture de ban avec leur hiérarchie.

Depuis le déclenchement de la crise en 2013, le pays a été frappé par un embargo sur les armes qui empêche l'armée nationale de s'en procurer et de jouer pleinement son rôle de garant de la défense du ter-

ritoire national. Paradoxalement, les groupes armés continuent de s'armer et causent d'énormes violations des droits humains, comme le dévoile un rapport des experts de l'ONU, rendu public le 1er août 2017, sur les circuits des trafics d'armes.

La maîtrise de la situation sécuritaire passe ainsi par le désarmement de ces milliers de miliciens à travers le programme de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR). Malgré les efforts des autorités et les progrès réalisés avec le démarrage du Projet de réinsertion des ex-combattants et d'appui communautaire (PRAC), on assiste encore à un regain de violence. Sa maîtrise est un préalable incontournable au fonctionnement normal de l'Etat au moment où le climat sécuritaire laisse présager selon les Nations Unies « un nouveau conflit », avec « l'émergence des signes avant-coureurs de génocide ».

Les casques bleus en question

La situation actuelle en Centrafrique est un véritable test pour l'architecture de paix et de sécurité. Si des forces ont été déployées pour la résolution du conflit - Minusca, Sangaris - celles-ci ne sont pas en mesure d'assumer pleinement leur mission. Ces dernières années, les casques bleus sont régulièrement accusés de crimes sexuels. La réputation de ces soldats de la paix est ternie depuis des mois par toute une série de scandales de viols et autres exactions. Après avoir recensé plusieurs cas d'abus sexuels présumés, les Nations unies poussent à la création de cours martiales « in situ ». Pour compenser dans l'urgence ce déficit de capacité, un contingent supplémentaire sera envoyé d'ici la fin du mois d'août pour sécuriser l'arrière-pays.

Plusieurs villes à l'intérieur du pays sont sous le contrôle des groupes armés malgré le retour à l'ordre constitutionnel. Cette année, le bilan côté casques bleus ne fait que s'alourdir. Neuf soldats de la paix ont été tués depuis mai dans la région de Bangassou (sud-est) à la frontière avec la RDC. Au moment où l'ONU évoque une « situation dangereuse », des résidences d'ONG ont été pillées, laissant au passage

des blessés. L'ONU craint des risques d'un retour en arrière.

Les populations en pâtissent

Les conséquences en termes de déplacements et de violences sont considérables pour la population. De Bangassou, Bria, Kaga-Bandoro, et Zemio, les civils paient le plus lourd tribut de cette nouvelle flambée de violence. Avec la coloration religieuse prise par les affrontements, des centaines de maisons ont été brûlées, des biens pillés et saccagés. La situation empire pour les personnes déplacées. Ils sont encore 440.000 à vivre dans des camps à l'intérieur du pays, soit 180.000 nouveaux déplacés en six mois. Un mouvement de population aussi massif n'avait plus été observé depuis décembre 2013 au plus fort de la crise.

Bien qu'en 2015 la violence ait reculé à Bangui et dans certaines régions de la RCA, les groupes armés encore actifs et le grand banditisme rendent la situation sécuritaire très volatile. L'insécurité persistante dans de nombreuses zones du pays continue d'entraver la capacité des organisations humanitaires à atteindre les personnes ayant besoin d'assistance. Depuis la fin de l'année 2016, les affrontements entre groupes armés et les exactions contre les civils prennent à nouveau une ampleur inédite, et le conflit continue de s'étendre à l'Est.

Après les récents affrontements, les besoins humanitaires vont croissant, alors que les financements sont au plus bas, soit seulement 24% des 497 millions de dollars réclamés lors d'un appel à l'aide humanitaire cette année. « Une rechute dans une crise humanitaire de grande ampleur est imminente », a jugé le secrétaire général adjoint des Nations unies aux Affaires humanitaires, Stephen O'Brien.

La Cour pénale spéciale entre en jeu

Au vu de ces réalités, le combat contre l'impunité est loin d'être gagné. L'amnistie qui apparaît aux yeux de certains comme une piste de solution, n'en est pas une pour le gouvernement centrafricain qui réaffirme son opposition à ce principe. Depuis que l'idée d'amnistie

a été relancée, ce contre les recommandations issues des consultations populaires à la base et du forum de Bangui, un front anti-amnistie s'est constitué dans le pays. La plate-forme religieuse, les organisations de défense des droits de l'homme, les associations des victimes sont montées au créneau, avec des rencontres initiées par la représentation de l'Union africaine pour discuter voire persuader les forces vives de la nation sur la question. Mais en Centrafrique, l'amnistie ne saurait passer au regard de l'acharnement des uns et des autres contre cette idée. « Les auteurs des crimes doivent en répondre », a lancé récemment le ministre des Affaires étrangères, Charles Arnel Doubane. Le mécanisme judiciaire a déjà été mis en marche à cet effet notamment avec la création de la Cour pénale spéciale (CPS). Dans un pays où le meurtre sans conséquence est devenu la norme, la CPS tente une mission difficile. Pendant que certains jugent « impossible » la mission de cette cour, Human Rights Watch (HRW) estime que « la CPS a le potentiel de briser la longue tradition d'impunité du pays pour les atrocités ». Alors que l'ouverture des enquêtes est prévue en octobre prochain, renseigne l'organisation, la clôture des premiers dossiers d'instruction n'interviendra pas avant trois ans. Même si, selon elle, la viabilité financière à plus long terme reste incertaine, cette cour se doit de résoudre une équation à multiples inconnues.

La Centrafrique a basculé dans les massacres de masse en 2013 avec le renversement du président Bozizé par l'ex-Séléka, entraînant une contre-offensive des anti-Balaka. Le pays bénéficie d'un retour au calme dans Bangui après l'intervention de la Misca (2013-2014), de la France (2013-2016) et des Nations unies. Mais les groupes armés menacent toujours les civils à l'intérieur du pays. Il est difficile aujourd'hui d'y mettre un terme. Seul le retour de l'autorité de l'Etat, un renforcement du processus démocratique, une bonne gouvernance et l'appui des partenaires étrangers pourraient, dans le long terme, apporter des solutions idoines à la crise actuelle.

Josiane Mambou Loukoula

DIPLOMATIE

Le Comité de haut niveau de l'UA déterminé à ramener la paix en Libye

Le Comité de haut niveau de l'Union africaine (UA) pour la Libye que dirige le chef de l'Etat congolais, Denis Sassou N'Guesso, multiplie des démarches pour tenter de résoudre la crise libyenne. Un dénouement appelé de tous les vœux par la communauté internationale au moment où la Libye est encore confrontée à des rivalités politiques et à une insécurité record, six ans après la chute du régime de Mouammar Kadhafi.

Au plan continental, la recherche de toute solution à cette crise par le Comité de haut niveau va aboutir dans un futur proche au lancement, au siège de l'UA, d'un dialogue inclusif inter-libyen. Le terrain est déjà préparé et la voie pour y arriver a été balisée depuis le 27 janvier à Brazzaville lors du sommet des chefs d'Etat membres du Comité de haut niveau, et tout dernièrement à la faveur de la réunion du Conseil de paix et de sécurité organisée à Addis-Abeba le 20 juillet.

Cette dernière rencontre a eu le mérite d'identifier les points de convergence et de divergence entre les protagonistes de la crise pour pouvoir mettre en application la feuille de route de la réunion de Brazzaville. L'évaluation de cette situation a conduit le président du Comité de haut niveau à envisager le plus tôt possible la mise en place des comités d'un dialogue et la convocation d'une instance préparatoire, dont le Congo est disposé à abriter la réunion prévue début septembre. Loin de prétendre résoudre la situation en Libye par un coup de bâton magique, l'UA compte sur l'engagement des Libyens à tourner la page du conflit qui a trop duré. Ce souhait a été maintes fois exprimé par l'ONU, la Ligue arabe et les dirigeants des pays membres de l'UA, dont le président du Comité de haut niveau pour qui, il n'y a pas d'alternative



Jean-Claude Gakosso et le maréchal Khalifa Haftar (Adiac)

au dialogue. « *La solution à la crise libyenne dépend, avant tout, des Libyens eux-mêmes (...), elle ne peut être que politique* », avait déclaré Denis Sassou N'Guesso lors du sommet de Brazzaville.

Au cours de la récente réunion du Conseil de paix et de sécurité sur la Libye, le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, est revenu sur la nécessité d'un « engagement de plus en plus affirmé des libyens eux-mêmes en faveur d'un dialogue franc, sincère et inclusif » pour trouver une solution durable à la crise qui divise leur pays.

Une volonté commune de dialogue

Le Comité de haut niveau, chargé de réconcilier les Libyens et de pacifier leur pays, est parvenu au niveau actuel d'apaisement de la situation en Libye et au rapprochement des acteurs en vue d'un dialogue inclusif avec le concours de ses pays voisins, mais aussi grâce à une diplomatie attentive. La mission « d'information et de

sensibilisation » conduite par le chef de la diplomatie congolaise du 29 mai au 3 juin à Tripoli, Tobrouk et Benghazi participait de cette volonté.

Cette délégation comprenant les ministres des Affaires étrangères des pays membres du Comité de haut niveau (l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Guinée Conakry, la Mauritanie, le Niger, la Tunisie, et le commissaire paix et sécurité de l'UA, Smail Chergui), y avait rencontré les autorités politiques et militaires impliquées dans la crise en Libye.

Souhaitée par l'organisation panafricaine et les Nations unies à partir d'une feuille de route soumise par le président du Comité de haut niveau, cette mission a été positive dans son ensemble. En témoignent les échanges que la délégation a eus avec les acteurs libyens, dont le Premier ministre libyen, Fayez al-Sarraj, et le Maréchal Khalifa Haftar, chef des autorités basées dans l'est du pays, qui ont affiché une volonté de dialogue en vue de ramener la paix dans leur pays.

La tâche est difficile certes, mais les membres du Comité de haut

niveau croient qu'une solution sera trouvée parce que le maréchal Khalifa Haftar, qui est soutenu par la Russie et l'Egypte, a accepté d'être associé aux initiatives de recherche d'une solution pacifique lancées par l'organisation continentale. Ces autorités parallèles disposant d'avions de chasse et de tanks pour leur armée ont de quoi peser sur l'avenir de la Libye puisqu'après avoir participé au dialogue politique libyen parrainé par les Nations unies en décembre 2015, au Maroc, elles sont restées hostiles à l'action du gouvernement d'union nationale. Quant à Fayez al-Sarraj et son exécutif, ils sont soutenus par les Occidentaux et la communauté internationale mais avec une autorité qui ne va pas au-delà de Tripoli. Ces deux pouvoirs rivaux s'accusent mutuellement d'attaques armées dans les territoires qu'ils contrôlent.

Si les principaux protagonistes libyens sont disposés à dialoguer, ou appellent à l'organisation des élections générales dans leur pays dès mars 2018, l'on doit cette évolution de la situation à une offensive diplomatique ayant favorisé la bonne tenue du sommet du Comité de haut niveau à Brazzaville. En effet, du Caire à Pretoria, en passant par Alger et Tunis, la diplomatie congolaise n'a ménagé aucun effort pour que la réunion de la capitale congolaise sur la Libye soit l'occasion d'engager des démarches consensuelles susceptibles d'aboutir à une solution politique négociée à la crise.

Tous les acteurs sont parties prenantes dans la gestion du dossier

« *Nous sommes allés en Egypte, en Tunisie (...), et nous avons échangé avec les autorités. Partout où nous sommes pas-*

sés, nous avons été bien reçus et le message du président Denis Sassou N'Guesso était bien accueilli », avait assuré Jean Claude Gakosso, rendant compte de sa tournée effectuée dans ces pays. « Il fallait que les acteurs concernés : l'Algérie, le Niger, le Soudan, l'Egypte, la Tunisie soient également parties prenantes dans la démarche », avait-il poursuivi.

Au cours de ces missions, la nécessité de s'attacher à l'accord de Skhirat (Maroc) qui, selon le chef de la diplomatie congolaise « *représente une plate forme idoine pour le dialogue entre acteurs libyens* », avait été également évoquée, même si l'on a cru apporter des amendements à ce document, conformément aux besoins des Libyens.

Les pays voisins de la Libye ont réaffirmé leur attachement à une solution politique à la crise, puisqu'ils se sont prononcés « en faveur d'un règlement inclusif en Libye » et ont rejeté « le recours à la violence ». De même, ils ont interdit toute mesure visant à entraver le processus de règlement politique de la crise qui prolongerait la souffrance du peuple libyen, particulièrement au niveau économique et humanitaire.

Lors d'une réunion le 6 juin de cette année dans la capitale algérienne, l'Egypte, la Tunisie et l'Algérie avaient mis en garde contre les « *retombées de la dégradation de la situation sur la sécurité et la stabilité en Libye et de toute la région* ». Ils estiment qu'un tel climat « *sert les intérêts des groupes terroristes et leur ouvre la voie pour élargir leurs activités criminelles* », étant donné que ce pays est devenu une nation de transit à la fois pour les groupes djihadistes, les trafiquants d'armes et de nombreux migrants qui souhaitent rejoindre l'Europe.

Hors d'Afrique, l'Occident qui avait évincé Mouammar Kadhafi en 2011, mais est resté jusqu'à ce jour en panne de solution concernant la Libye, semble avoir compris qu'il faut relancer l'avenir et le devenir de cet Etat en déliquescence. Avec la France en tête, qui a réussi le 25 juillet à Paris les frères ennemis libyens, les Occidentaux répondent ainsi au souhait maintes fois exprimé par Denis Sassou N'Guesso de voir l'Afrique « *se réapproprier ce dossier délicat, afin d'apporter sa contribution à la recherche d'une véritable sortie de crise* », non pas pour le gérer seule, mais avec d'autres partenaires.

Nestor N'Gampoula

TTN TRANSIT

34 rue Labat 75018 Paris

**ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE
FRET AÉRIEN & MARITIME**

**FRANCE / EUROPE / ASIE MOYEN-ORIENT /
BRAZZAVILLE / POINTE-NOIRE / KINSHASA /
MATADI, BOMA**

Avec ou sans dédouanement

Ctc. DJAMEL

☎ 00 331 44 92 90 90

☎ 00 336 65 47 06 06

✉ ttnplus@wanadoo.fr

TOURISME

Vers le développement du secteur au Congo

Le tourisme et les loisirs font partie des cinq secteurs retenus par le gouvernement pour développer l'économie nationale. Il a été assigné à ce secteur la mission d'atteindre 10% du Produit intérieur brut (PIB) du Congo

Considéré autrefois comme parent pauvre, le secteur touristique qui jusque-là contribue à hauteur de 3 à 4,5% du PIB du Congo fait dorénavant partie des piliers du développement. La tenue récemment des premières assises nationales du tourisme au Congo, organisée par le ministère du Tourisme et des loisirs avec l'appui de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), a permis au Congo d'entrer dans une nouvelle ère, celle du «Tourisme en marche». C'est une avancée significative vers la «Destination Congo Brazzaville» dont, le secrétaire général de l'OMT, le Dr Taleb Rifai, est venu personnellement porter sa caution en remettant au président de la République, le Plan directeur du développement durable du Tourisme en République du Congo.

En effet, le ministère du Tourisme a depuis toujours fait de la navigation à vue en ce qui concerne le secteur de l'industrie touristique, jusqu'à ce que soit élaboré ce Plan qui s'inscrit dans le cadre de l'indispensable diversification de l'économie et qui place le secteur du tourisme et des loisirs parmi les secteurs prioritaires. Sa première approche est la mobilisation de toutes les parties prenantes pour, ensemble, faire du tourisme un catalyseur du changement positif. Ce document présente en cinq ans, toutes les actions prioritaires du département, tous les jalons à poser avant que le secteur ne décolle. Financé par l'Etat congolais à hauteur de 2 millions de dollars, le processus de son élaboration par les experts congolais, ceux de l'OMT ainsi que du Pnud a pris en compte les volets suivants : les statistiques du tourisme ; les aspects institutionnels et réglementaires du tourisme ; le financement et l'investissement dans le secteur ; l'aménagement des sites touristiques ; le montage et la promotion des sites touristiques ; les équipements et les infrastruc-



Les assises nationales du Tourisme (Adiac)

tures de transport ; la formation touristique. Ce rapport de synthèse présente l'état du diagnostic du tourisme ainsi que la stratégie pour accentuer la croissance de ce secteur en République du Congo pour les années à venir.

Les dix axes stratégiques

Une évaluation de dix axes sur le quinquennat qui est de 75 milliards de FCFA d'investissement dans le secteur du tourisme a été faite en vue de permettre au département du tourisme d'être l'un des piliers de la diversification de l'économie nationale. La création d'une vision nationale sur les enjeux et les objectifs du tourisme et de l'écotourisme ; la mise en place d'un processus consultatif multisectoriel et multi-acteurs ; le renforcement des capacités nationales ; la définition et la validation des programmes et sous-programmes thématiques spécifiques ; le positionnement de

niques et des financements ; la mise en œuvre des programmes et sous-programmes, pilotage, coordination et suivi d'exécution ; la mise en œuvre des mesures et actions d'accompagnement et de soutien ; perspective et modèle, tels sont les axes ciblés.

La stratégie ainsi élaborée offre le cadre concret d'un tourisme de partage des cultures au Congo. De par son caractère transversal, le tourisme sera le témoin et la pierre angulaire de la progression des réalisations du gouvernement du Congo, en particulier dans le domaine des investissements structurants et dans ceux, déterminants pour l'avenir commun des Congolais, de la formation des jeunes et de l'épanouissement socio-économique d'un peuple résolument ouvert sur le monde. Son entrée en application offre à l'industrie touristique congolaise la piste d'envol dont elle a besoin. Outre cela, une conférence des

missionner aux marchés, il sera créé une structure de l'ingénierie touristique dénommée «Socatur». Aussi pour permettre à leurs partenaires d'être à l'aise dans leur investissement, un annuaire du tourisme et des loisirs 2016 est disponible. Il y a tous les tableaux de performance des entrées, des nuitées en Afrique, en Europe et au Congo. Toutes les courbes des différents mois avec ce transit humain qui se fait et qui permet à un opérateur, département par département de comprendre pourquoi il doit pouvoir investir, figurent aussi dans ce document. Pour la simple raison qu'un opérateur économique a toujours besoin des statistiques, pilier de son investissement et outil dans l'engagement qui va être le sien.

Le Niari, département pilote

Louvakou dans le département du Niari est le district pilote, en dehors des Bureaux d'information touristique (BIT) installés à l'aéroport international Maya-Maya. Dans l'immédiat, ce gîte de Sossi sera mis en concession par le biais d'appels d'offre pour sa gestion. La création d'emplois pour les autochtones est également prévue. La réalisation de ce gîte est un projet pilote car, il est le premier d'un vaste programme qui va s'étendre sur le territoire national.

Les conditions seront mises en place pour permettre au secteur privé d'exploiter ces sites qui seront construits sur toute l'étendue du territoire national. En réalité, autant qu'il y ait des districts, autant qu'il y ait des

gîtes ruraux, afin que chaque district puisse mettre en lumière son potentiel touristique. Environ vingt-quatre (24) gîtes et BIT, en moyenne deux par département,

vont être érigés sur l'ensemble du pays. C'est un programme ambitieux et porteur de germes de développement touristique, selon le ministère du Tourisme et des loisirs. Il va permettre à toutes les composantes : Etat, collectivités locales, société civile, populations locales, de prendre conscience de l'impact du tourisme dans le développement national et de l'intérioriser. De même, les Congolais connaîtront mieux leur pays et leurs concitoyens afin de casser le repli identitaire qui devient parfois nocif. La France par exemple qui est la première destination touristique mondiale a près de 3.500 points d'information touristique.

Les bureaux d'information touristique

Situés dans le hall de l'aéroport international Maya-Maya à Brazzaville, les Bureaux d'information touristique (BIT) ont été lancés depuis le 10 août 2016. Ces BIT permettront de combler un vide rédhibitoire, plaçant désormais l'aéroport international Maya-Maya au diapason des standards de grands aéroports et autres hubs de références en matière de tourisme.

Le Congo pourra devenir ainsi, à moyen terme, une destination très prisée des touristes. Par ailleurs pour valoriser le patrimoine culturel et environnemental, dans le cadre de la diversification de l'économie nationale, le ministère du Tourisme et des loisirs a ouvert deux portails www.ministere-tourisme.gouv.cg et www.oficedutourisme.gouv.cg.

Bruno Okokana



Le gîte rural de Sossi réalisé à 90% (Adiac)

CULTURE ET ARTS

Des résultats en dents de scie

Le bilan à mi-parcours de ce secteur n'est pas vraiment rose. Quelques événements ratés par-ci et quelques éclaircis par-là. De faux bonds qui font penser à un bilan mitigé

Les tout premiers mois de l'année en cours sur le plan culturel, particulièrement dans les domaines de la musique et de la beauté, ont été vides de rendez-vous à l'échelle nationale. Les grands événements qui ont été organisés à de rares occasions n'ont pas satisfait les attentes des acteurs et amoureux des œuvres d'art.

L'un des plus grands rendez-vous manqué demeure la onzième édition du Festival panafricain de musique (Fespam) prévue initialement du 08 au 15 juillet puis du 19 au 21 juillet 2017.

Un communiqué du gouvernement de la République a informé l'opinion nationale et africaine que des impératifs insurmontables d'agenda ont obligé la République du Congo à procéder au report de la onzième édition du Fespam. « *Initialement prévu du 19 au 21 juillet 2017, le Fespam sera organisé à une date ultérieure. Les autorités compétentes annonceront en temps utile un nouveau calendrier. Le gouvernement de la République, soucieux de répondre aux attentes de l'Union africaine, rappelle à l'opinion nationale et internationale le profond attachement des autorités du Congo aux valeurs culturelles ainsi qu'à l'esprit d'accueil qui caractérise le continent africain.* »

L'idéal serait qu'il soit organisé avant la fin de l'année 2017, pour qu'il garde sa périodicité de deux (2) ans, soit chaque année impaire.

35^e édition de la fête internationale de la musique, sans la musique typique

Le Congo-Brazzaville qui n'est pas resté en marge de la célébration de la 35^e édition de la fête internationale de la musique, n'a pas impliqué toutes les musiques pour l'édition 2017. Certaines d'entre elles, telles que la musique typique dite moderne, sacrée dite religieuse... ont été quasiment absentes. Pas de spectacles organisés pour ces musiques tant par le secteur public que par les opérateurs culturels et les groupes eux-mêmes. À la place, le gouvernement a choisi la musique traditionnelle, ce qui fait que les mélomanes ont vite jugé de moins éclatante la célébration de la 35^e édition de la fête de la musique au Congo, contrairement à celle du 21 juin 2016 qui, en fait, est restée ancrée dans les esprits de la quasi-totalité des Brazzavillois. En effet, la fête musicale de 2016 avait créé pour la première fois à Brazzaville, un grand «Boulevard artistique» reliant les deux extrémités de l'avenue de la paix, tout au moins du rond-point de Poto-Poto dans le troisième arrondissement au rond-point de Moungali dans le quatrième. Quatre scènes avaient été érigées pour la circonstance aux principales intersections de cette avenue qui ont permis à plusieurs centaines d'artistes, parmi lesquels les jeunes talents, de laisser jaillir le génie qui est



Les lauréates de la dernière élection Miss Congo 2016 (DR)

en eux. Les comédiens congolais ainsi que les sapeurs étaient également de la partie. Bref, toutes les musiques étaient représentées et la fête était belle.

Pas d'élection Miss Congo 2017

En ce qui concerne la beauté, l'une de ses plus prestigieuses compétitions, à savoir Miss Congo, a fait profil bas. La présidente du comité Miss Congo (Comico), avait annoncé déjà les couleurs l'année dernière. « *Si jamais en 2017, le comité Miss Congo n'est pas soutenu, j'abandonne. Et ce serait regrettable.* » Le Comico n'a pas été soutenu, ce qui fait que sa présidente a abandonné ce concours de beauté par manque de soutien et d'accompagnement.

Sous d'autres cieux, les comités d'organisation d'élections de beauté à l'échelle nationale sont soutenus, sauf au Congo. La conséquence est immédiate : pas d'élection Miss Congo, qui porte d'ailleurs le nom du pays. Destinée Mbama Egnanga, miss Congo 2016, gardera sa couronne jusqu'à la prochaine élection dont la date n'est toujours pas connue.

Les 8^{es} jeux de la francophonie sauvent les meubles

En l'absence du Fespam, les artistes congolais se sont rendus à Abidjan en Côte-d'Ivoire pour participer aux huitièmes jeux de la francophonie placés sous le signe de «la solidarité, la diversité et l'excellence» tenus du 21 au 31 juillet dernier. Trois d'entre eux se sont distingués. Parmi eux, deux ont décroché les médailles d'or, dont une en Contes et conteurs, remporté par Mitchum Jules Ferry Moussoki, à travers son conte du «Moustique» qui a émerveillé le public ; puis, une autre en Chant, remportée par Fanie Fayar pour sa musique très diversifiée, associant world music et sonorités traditionnelles. Le troisième c'est Lebon Chansard Zed Zivoula, photographe du collectif «Génération Elili» qui a reçu le prix spécial du jury dans sa catégorie.

Que les artistes congolais travaillent davantage afin de remporter de futures médailles aux 9^{èmes} jeux de la francophonie qui se dérouleront en 2021 au Canada.

Les lettres présentes à l'échelle internationale

Si la musique n'a pas été trop au top, la littérature par contre a été présente aux différents rendez-vous à l'échelle internationale. Pour preuve,

la République du Congo a été représentée à la 23^e édition du Salon international de l'édition et du livre (Siel) du 09 au 19 février 2017 à Casablanca au Maroc. Deux écrivains congolais, à savoir Ramsès Bongolo et madame Sylvia Diop, ont représenté le Congo à ces assises. À côté de ces deux écrivains, le ministre de la Culture et des arts est parti avec trois maisons d'édition : Les Manguiers des (Dépêches de Brazzaville) ; Hemar du professeur Mukala Kadima Nzuji ; et LMI de Maurice Loubouaka venu de Pointe-Noire. Ces trois éditeurs ont fait la promotion de plusieurs ouvrages des Congolais qui ont écrit. Aussi, le ministre de la Culture et des arts a fait en sorte que dorénavant, lorsqu'il y a des activités où le pays est invité, les écrivains doivent y faire partie. Le Maroc (Siel) et la France (Salon du livre) ont été la première expérience. Et parmi les distinctions à l'échelle internationale, il y a celle de l'écrivain congolais, Huppert Malanda, lauréat du Prix Aimé Césaire de poésie de la Société des poètes français (SPF), à Paris. Il a été distingué pour son recueil de poèmes intitulé «L'aube des insurrections perlières».

**Bruno Okokana
et Rosalie Bindika**

Création : en pensant à l'avenir des métiers de l'art au Congo

De la littérature, à la peinture, en passant par la musique, la danse, le cinéma et le théâtre, les stratégies de développement retiennent un grand nombre de facteurs : économique, social, politique et culturel. La prise en considération de ces éléments est essentielle pour la conduite de tout type de programme de croissance durable d'un pays. Mais, dans quelle mesure l'industrie culturelle est-elle prise en compte au Congo ? Quel degré d'attention devrait être accordée à cette dernière par les producteurs, mécènes et managers congolais ?

Il ne s'agit pas de spéculer autour de la question, mais d'agir. Et sur ce point, les promesses sont sans suites, les résultats ne répondent pas aux attentes des amateurs et artistes confirmés.

« *Nous sommes déçus parce que les Congolais ne veulent pas nous soutenir afin de produire un festival de très haute qualité. Les partenaires nous font marcher. Ce va-et-vient nous bouffe du temps et de l'énergie qui devraient servir pour le festival* », confiait Elie Liberat, directeur de Fim't Africa.

Ce constat vaut pour l'ensemble du paysage artistique congolais, dans lequel de belles initiatives, « Génération Elili », « le Festival de théâtre scolaire », « Fim't Africa », « Ateliers Sahn », « RIAC », « N'sangu ndjindji », « Rue Dance », « Musée de la culture Aka », « Festi "Couleurs-Festi" Brazza », « Festival des sapeurs »..., peinent à cristalliser l'attention des producteurs et sponsors congolais. Les structures adéquates sont quasi inexistantes.

Littérature

L'association des jeunes écrivains du Congo et les rencontres littéraires n'ont pas un écho retentissant dans le pays. Il y a quelques semaines seulement, le manque d'organisation et le décaissement tardif des fonds destinés au voyage des artistes ont coûté la place à la littérature congolaise lors des 8^{èmes} jeux de la francophonie. Une grande déception, pour un pays où, les noms des écrivains sonnent la cloche et la production littéraire abonde. « Comment un pays si petit que le Congo a-t-il pu produire une overdose de littérature ? », s'étonnait l'écrivain Alain Mabanckou de ce particularisme propre à sa terre natale, qu'il contribue fortement à nourrir.

Peinture

La célèbre Ecole de peinture de Poto-Poto ne brille plus de mille feux. Elle se bat depuis des années pour recouvrer l'intégralité du terrain que son fondateur lui a légué avant sa mort. Depuis longtemps, les visiteurs,

touristes, clients potentiels, viennent timidement. Les rares fois qu'ils viennent, ce n'est pas pour acheter. Les artistes peintres, du Congo en général et de l'Ecole de peinture de Poto-Poto en particulier, font face à de réelles difficultés dans l'écoulement de leurs œuvres et leur visibilité sur le plan international s'estompe. Pour attirer de potentiels acheteurs et vivre de leur art, certains se saisissent des artères de Brazzaville, (Rond-point de la grande poste, devant le ministère des travaux publics et la rue Mbochis au contre-rail), pour en faire des lieux d'exposition et vente d'œuvres d'art, faute de musée.

Du côté de la formation des artistes, on ne peut pas dire que l'Ecole nationale des beaux-arts du Congo Brazzaville donne tous les gages du succès. Pour preuve cliquez « Ecole nationale des beaux-arts du Congo Brazzaville » sur Google et comparez le contraste avec l'Académie des Beaux-Arts de Kinshasa.

Musique

Y a-t-il des producteurs au Congo, sponsors, particuliers prêts à mettre leur argent au service des jeunes talents ? Si oui, eh bien montrez-vous, car de talentueux artistes congolais, comme Fanny Fayar, médaillée d'or aux 8^{èmes} jeux de la francophonie 2017, Oupta, finaliste 2014 du concours « Rfi musique », Eved, finaliste du concours de musique « Island Afri-

ca Talent », Nteko, finaliste 2013 du concours « Rfi musique », Lebel Kenko, participant à « The Voice Afrique francophone 2016 », attendent des opportunités pour pouvoir porter haut la musique congolaise.

Danse

Quiconque connaît Brazzaville pourra parler des danseurs qui animent différents lieux dans l'ensemble de la ville. Le festival « Rue Danse » témoigne de l'existence d'une pépinière de danseurs. Les différents spectacles de danse organisés par l'IFC (Institut français du Congo) confirment ces talents. Si les opportunités leur sont accordées, ils pourront certainement trouver des sponsors.

Cinéma

Le cinéma congolais a connu son âge d'or dans les années 1970-1980. En effet, il y a eu de grands réalisateurs comme Sébastien Kamba avec de longs métrages à succès, notamment « Les Raisons d'une alliance ». Un film, qui jusqu'alors est considéré comme un classique du cinéma africain. Le panthéon du cinéma africain compte d'autres grands réalisateurs congolais de cette époque, à l'instar de Jean-Michel Tchissoukou, Pierre David Filla ou Bernard Lounda, pour ne citer qu'eux.

Ce sont les pionniers du cinéma au Congo et ils ont légué au pays un héritage cinématographique inesti-

mable. Les talents sont là. La culture cinématographique existe au Congo depuis plus de 40 ans. Il est donc temps de recréer les conditions pour que ces talents puissent s'exprimer et vivre de leur art. Cela passe par la formation, la promotion, la diffusion et la redistribution équitable de la richesse créée par le secteur culturel.

Théâtre

Après avoir connu des années de gloire avec des dramaturges ayant porté haut son flambeau, le théâtre congolais est actuellement en perte de vitesse. Sur le chemin parcouru par le Théâtre national congolais (TNC) d'hier à aujourd'hui, les avis sont partagés. Manque de salles de spectacles, de soutien, d'encadrement... et désintérêt du public, l'addition semble plutôt salée.

En mars 2014, lors de la journée internationale qui lui était consacrée, rien de bien visible n'était à la une. Seul l'Institut français du Congo, où, comme de tradition, quelques acteurs sont montés sur les planches. État des lieux d'un art qui oscille entre le déclin et la renaissance. Malgré un esprit culturel ancré dans nos traditions et un vivier considérable, les cadres structurels, organisationnels, institutionnels, financiers, opérationnels et promotionnels bien adaptés à ces secteurs manquent toujours à l'appel.

Durly Emilia Gankama



**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°003/DURQuaP/2017 RELATIF
AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION D'UNE
NOTICE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES) POUR LA
CONSTRUCTION DES OUVRAGES ANTIEROSIFS A BRAZZAVILLE**



Le Gouvernement de la République du Congo cofinance avec la Banque Mondiale, le Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) pour un montant de cent vingt millions (120.000.000) de dollars US. Ce projet qui s'inscrit dans la poursuite des activités menées dans le cadre du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU), a pour objectifs (i) d'améliorer l'accès aux infrastructures et services de base pour les populations vivant dans les quartiers précaires à Brazzaville et à Pointe-Noire et (ii) de renforcer les capacités du Gouvernement et des municipalités en matière de restructuration urbaine.

Dans le cadre de la Composante 1 "Intégration et restructuration des quartiers", il est prévu la réhabilitation d'un site érosif à Brazzaville. Les études techniques pour le site ont été réalisées dans le cadre du PEEDU et seront mises à disposition pour la présente mission.

A cet effet, la Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral (CEP) se propose d'utiliser une partie des fonds au titre de ce financement pour régler des services de Consultant pour la réalisation d'une notice d'impact environnemental et social (NIES), relative au traitement d'un site érosif d'environ 10.000 m² dans la ville de Brazzaville.

1. La CEP invite les Consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.).

2. Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures spécifiques définies dans les Directives de la Banque Mondiale « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA (Edition de janvier 2011, révisée en juillet 2014).

3. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

4. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 1er septembre 2017 à 12 heures (heure locale) et porter expressément la mention :

« Projet DURQuaP : Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Consultant chargé de la réalisation d'une notice d'impact environnemental et social des études environnementales relative au traitement d'une érosion dans le cadre du projet DURQuaP »

A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral,
Sise au n°2 de la Route de la Base militaire, Croisement du Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO – 5ème étage de l'Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya). BP : 14729 – Brazzaville – République du Congo.

Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32 ; Fax : (+ 242) 22 81 65 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO.

Email : ceprbaddggt@yahoo.com ; batoung123@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 14 août 2017

Le Coordonnateur du projet,

BATOUNGUIDIO. -

**AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°002/DURQuaP/2017 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR
LA REALISATION DES ETUDES TECHNIQUES ET DAO DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES VOIRIES URBAINES
ET ASSAINISSEMENT À BRAZZAVILLE ET POINTE-NOIRE DE LA PREMIERE PHASE DU PROJET DURQUAP.**

Le Gouvernement de la République du Congo cofinance avec la Banque Mondiale, le Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) pour un montant de cent vingt millions (120.000.000) de dollars US.

Ce projet qui s'inscrit dans la poursuite des activités menées dans le cadre du Projet Eau, Electricité et Développement Urbain (PEEDU), a pour objectifs (i) d'améliorer l'accès aux infrastructures et services de base pour les populations vivant dans les quartiers précaires à Brazzaville et à Pointe-Noire et (ii) de renforcer les capacités du Gouvernement et des municipalités en matière de restructuration urbaine.

A cet effet, la Cellule d'Exécution du Projet DURQuaP se propose d'utiliser une partie des fonds au titre de ce financement pour régler des services de Consultant pour la réalisation des études en vue de la production des dossiers techniques (APS et APD) et de consultation des entreprises (DAO), des voiries de la première phase du Projet dans les quartiers Moukondzi-Ngouaka et Soukissa à Brazzaville et Tchiniambi et Mboukou à Pointe-Noire. Les études seront réalisées en deux lots distincts pour Brazzaville et Pointe Noire.

1. La Cellule d'Exécution du Projet DURQuaP invite les Consultants admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

2. Un consultant sera sélectionné en accord avec les procédures spécifiques définies dans les Directives de la Banque Mondiale « Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'IDA (Edition de janvier 2011, révisée en juillet 2014).

3. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

4. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 12

septembre 2017 à 12 heures (heure locale) et porter expressément la mention :

« Projet DURQuaP : Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Consultant chargé de la réalisation des études techniques et la production des dossiers d'appel d'offres des voiries urbaines et assainissement de la première phase du projet DURQuaP »

A l'attention de la Délégation Générale aux Grands Travaux
Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral,
Sise au n°2 de la Route de la Base militaire, Croisement du Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO – 5ème étage de l'Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya). BP : 14729 – Brazzaville – République du Congo.

Tél : (+ 242) 06 956 86 64 ; 05 386 35 32 ; Fax : (+ 242) 22 81 65 78

Personne responsable : BATOUNGUIDIO.

Email : ceprbaddggt@yahoo.com ; batoung123@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 14 août 2017

Le Coordonnateur du projet,

BATOUNGUIDIO. -



MoneyGram[®]
le lien qui vous rapproche

Apporter de l'espoir
à nos familles.

**C'est aussi ça
le Congo.**

Nous utilisons MoneyGram
pour construire le futur.

Avec MoneyGram, transférez votre argent partout dans le monde facilement chez
Stkar Finance, UBA, Maouéné et à La Poste.

moneygram.com

 /moneygramafrica





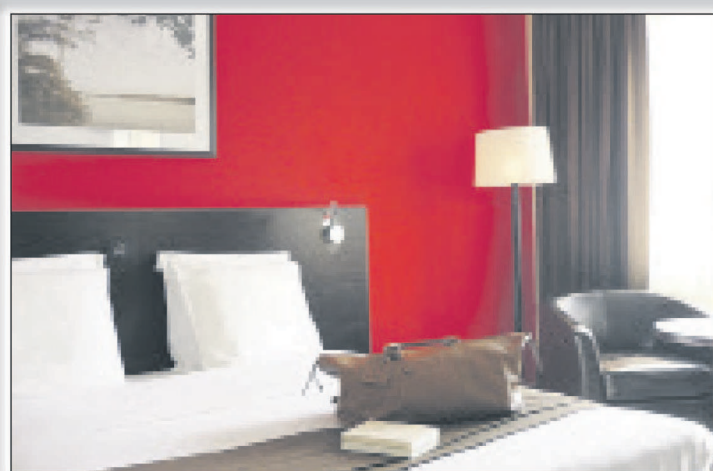
BACHELIERS : OUVERTURE DES INSCRIPTIONS AU CYCLE ANGLAIS DU BACHELOR OF BUSINESS ADMINISTRATION (BBA) DE L'IFAM / PARIS

Vous venez d'avoir le BAC et vous cherchez une école répondant aux normes internationales pouvant vous permettre d'avoir un diplôme européen, rendez-vous à l'Ecole Supérieure de Commerce et d'Industrie du Congo (ESCIC), une école de la Chambre de commerce de Pointe-Noire et de Paris.

A l'ESCIC, tous nos diplômés sont délivrés par nos partenaires européens.

Site : Immeuble PBG au Centre-Ville, à 100 m de la Radio Pointe - Noire.

Tel : 06 6388587 ; 04 43 14827 - escicinfo2013@gmail.com ; www.escic-cg.com



ELAIS Pointe-Noire est un hôtel 4* de 191 chambres, situé en plein cœur de la capitale économique de la République du Congo (Congo Brazzaville).

À 10 minutes de l'aéroport et à seulement 800 mètres de la mer, il vous offre un cadre confortable dans un jardin arboré de 2,5 hectares et constitue le lieu idéal pour vos voyages d'affaires et vos moments de détente.



PROMO WEEK-END

150 000 FCFA

2 Nuits en chambre supérieure pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

200 000 FCFA

2 Nuits en suite pour 2 personnes incluant petits-déjeuners

Boulevard Général de Gaulle

BP 790 Pointe Noire - République du Congo

Téléphone + 242 22 294 12 51 / + 242 05 511 84 84

info.pn@hotelelais.com

www.hotelelais.com

LES MEILLEURES FORMATIONS

Réseau et Système

100% pratique

2 Gérez les serveurs virtuels en entreprise

1 Gestion Internet en entreprise

3 Devenez Expert en maintenance informatique et réseau

4 Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente

5 Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)

6 Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC

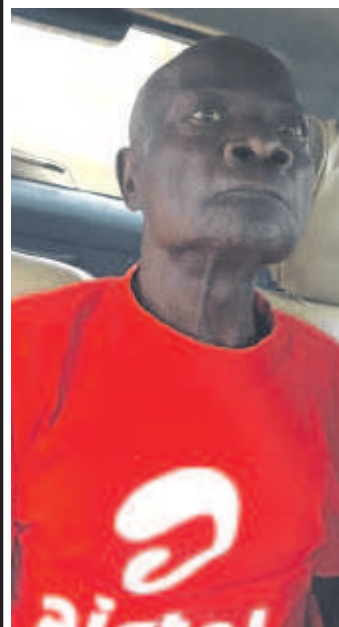


06 621 45 25 / 05 345 78 62

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger) Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com



NÉCROLOGIE



Jean Kodila, agent des Dépêches de Brazzaville a la profonde douleur d'informer Ngana Jean Pierre, Mabika Ferdinand-Dada, Kimfouila Martin, sergent Kengani Malata Caroline et Nzousi Jean Alain-Gino à Pointe-Noire, Baboka Michel et Pakou François au village Kimbaôka district de Londéla-Kayes, Loumbou Mapékani Daniel, Pandzou André et le sergent-chef Kengani Baboka constant Michel à Brazzaville, du décès de son père Kengani Jacques «Vieux K», survenu le mercredi 09 août 2017 à 22h à Dolisie. La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.

REMERCIEMENTS

Martin Mberi et Madame, les familles Félix Tchicaya, Portella-Poaty, les clans Nkossa, Mbaya et Boulolo, expriment à votre égard leur profonde gratitude pour leur avoir témoigné votre soutien et compassion lors du décès de Marie-Thérèse Félix-Tchicaya, survenu le 6 juillet 2017 à Pointe-Noire. Une messe d'action de grâce en sa mémoire sera dite à Pointe-Noire en la paroisse Notre-Dame de l'asomption à 10h00. Nous vous prions par la présente, de bien vouloir croire en nos sincères remerciements.



Numéro spécial Prix : 20.000 FCFA 15 février 2017

Journal Officiel

ORGANISATION POUR L'HARMONISATION EN AFRIQUE DU DROIT DES AFFAIRES



ACTE UNIFORME RELATIF AU DROIT COMPTABLE ET A L'INFORMATION FINANCIERE & SYSTEME COMPTABLE OHADA (SYSCOHADA)

Décision fixant le tarif des actes du greffe de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage

Cercle « Gestion & Développement » et le Cabinet JPI Formation gratuite et de qualité sur le Système comptable OHADA révisé à Brazzaville, à Pointe-Noire et à Oyo **les 07, 14 et 21 octobre 2017**

Cible : étudiants et élèves de l'espace OHADA **Thème : « Les innovations apportées par le Syscohada révisé ».**

Objectif : Donner aux étudiants et élèves les prérequis nécessaires pour mieux appréhender les cours de comptabilité OHADA révisée dès la rentrée 2017-2018

Inscription et documentation obligatoires : 15 000 F CFA (avant le 02 octobre 2017).

Nombre de places très limité.

Pour toute information complémentaire, veuillez nous contacter :

Tél : 00242 06 666 51 20 / 00242 06 962 00 11 / 00242 05 528 55 43

Email: syscohadapourtous@gmail.com

La préparation des athlètes congolais, un véritable casse-tête pour les dirigeants

Le sport congolais dont les résultats sont en dents de scie a besoin d'une bonne dose d'organisation pour être plus compétitif.

« Les infrastructures appellent la performance ». C'est ce que tous les observateurs disaient pendant les 11èmes Jeux africains de Brazzaville 2015. Pour ces techniciens, la qualité des installations mises à la disposition des sportifs pendant ce rendez-vous devrait à coup sûr booster toutes les disciplines sportives. Comme une

parmi les priorités. En plus de ces deux compétitions, le Congo doit participer aux Jeux africains de la Jeunesse en 2018 à Alger en Algérie et aux Jeux Olympiques de la Jeunesse à Buenos Aires en Argentine la même année.

« Vous êtes maintenant dans vos starting-blocks comme des sprinteurs prêts à prendre le départ

sportifs existants dans tous les départements de notre pays, la mise à votre disposition du matériel didactique et sportif, le financement des compétitions internationales de clubs et des Diabes rouges, toutes disciplines confondues », insistait-il.

Des résultats à la taille de la préparation

La balle dans le camp des fédérations, il faudra au retour leur donner les moyens de leur politique tout en ayant à l'esprit que, la préparation d'un athlète pour les compétitions de grandes envergures surtout pour les sports individuels, dure le temps d'une olympiade. Le constat aujourd'hui est amer. Malgré les promesses, les conditions de préparation des sportifs demeurent un casse-tête. Les athlètes déplorent souvent le manque de moyens ou encore le décaissement tardif des fonds destinés à la préparation. Le boxeur Laury Yannick Pembouabeka déclarait après sa médaille d'or gagnée aux 18es championnats d'Afrique de Boxe : « Aux championnats d'Afrique, la préparation a été bâclée. Nous étions internés deux semaines avant la compétition. C'est du jamais vu alors qu'après les Jeux Africains, il y a certains pays qui étaient déjà concentrés sur la CAN. Il n'y a pas eu une préparation sérieuse. Malgré cela, on a miraculeusement ramené les médailles. »

Brazzaville rappelons-le, a organisé du 17 au 25 juin, la coupe d'Afrique qualificative aux championnats du monde de Boxe à



Le lanceur de poids Franck Elemba (Adiac des JO de Rio en 2016) donnait au Congo sa première des trois médailles d'or gagnées à Abidjan. Après avoir dominé l'épreuve en 19,99 m, il vidait son sac. « Je me sens délaissé et même abandonné. C'est très difficile de garder le moral durant la préparation pour des Mondiaux. Imaginez un peu que vous passiez votre temps à emprunter de l'argent aux banques pour vous soigner et pour financer des stages. » L'athlète déçu par les engagements non tenus par le gouvernement sur sa préparation, assurait qu'il attendait l'intervention du président de la République.

Hambourg en Allemagne. Quatre Congolais parmi les quarante africains sont qualifiés pour la compétition qui se disputera du 25 août au 5 septembre. Ces quatre Congolais ne sont pas au bout de leur peine à quelques jours de ce rendez-vous. Ils n'ont pas bénéficié d'une mise au vert à l'étranger comme ils souhaitaient. Leur préparation locale ne suscite guère de l'espoir. Jusqu'au moment où nous bouclons notre dossier, ils ne sont pas internés. Les dirigeants de la Fécoboxe attendent le décaissement des fonds par les pouvoirs publics pour espérer un bref regroupement avant de partir en Allemagne le 22 août.

Même constat en athlétisme et au football

Athlétisme : Franck Elemba avait lui aussi déploré le manque de moyens dans la préparation des compétitions. Pendant les 8^{es} Jeux de la Francophonie à Abidjan, le Congolais (quatrième au lancer du poids

Au football :

La subvention du championnat national n'est plus d'actualité. Depuis plus de deux ans en effet, les clubs n'ont plus bénéficié des avantages de la subvention promise par l'Etat dans le but de rehausser leur niveau technique.

James Golden Eloué



Le boxeur congolais champion d'Afrique (Adiac)

science exacte, les performances sportives sont toujours le fruit d'une bonne préparation. En lançant le 7 novembre 2016 l'olympiade 2017-2020, le ministre des Sports et de l'éducation physique a placé « L'athlète au centre de l'action ». Il a expliqué que ce thème visait la performance sportive aux compétitions intermédiaires, toutes disciplines confondues pendant la durée de l'olympiade. Les Jeux africains de Malabo en 2019 et les Jeux Olympiques de Tokyo en 2020 figurent

devant les regards vigilants et les oreilles attentives du chef de l'Etat, du gouvernement et toute la communauté sportive et non sportive prête à vous juger aux résultats », déclarait le ministre. Léon Alfred Opimbat a aussi rappelé aux fédérations que l'Etat jouera pleinement son rôle pour accompagner le développement des activités physiques et sportives dans le pays. « Notre accompagnement est donc acquis pour la mise à disposition de toutes les installations et équi-

Les rendez-vous manqués

L'Afro-basket 2017 et la mise en place de la Fédération congolaise de Taekwondo sont les principaux ratés de la première saison sportive de l'olympiade en cours.

En ce mois d'août, Brazzaville devait accueillir la jeunesse africaine de basketball à l'occasion de la 29^{ème} édition de l'Afro-basket. Les contraintes financières n'ont pas permis au Congo d'abriter la compétition continentale. Le pays, pourtant nanti d'infrastructures sportives de pointe, s'est en effet désisté. En conséquence, plus d'un milliard d'amende avec une suspension à durée indéterminée lui a été infligée par la Fiba-Afrique. Le basketball congolais connaît ainsi un passage à vide au moment où le nombre des Diabes rouges à l'étranger s'accroît. Vigny Okouo, champion d'Espagne cette saison, Cédric Béléméné à Miami (USA), Romaric Béléméné en Espagne aussi pour ne citer que ceux-là. Le président de la Fédération congolaise de basketball (Fé-



Une rencontre de basketball (Adiac)

coket), Bruno Jean Richard Itoua, se montre optimiste et rassure. « La fédération va s'employer à emmener ce potentiel de jeunes talents au plus haut niveau », promet-il. Des compétitions au niveau local, des cliniques que projette organiser la Fécoket n'auront malheureusement pas le même niveau de compétitivité qu'une Coupe d'Afrique qui pouvait permettre à cette génération mon-

tante de basketteurs de croître en maturité et en expérience.

Taekwondo

Dans deux mois, la discipline totalisera une année sans structure dirigeante. En octobre 2016, en effet, lors du renouvellement des fédérations sportives nationales, des bagarres avaient éclaté entre les taekwondoïns acquis à la cause des candidats à la présidence de la

FOOTBALL

- Après une brillante CAN en Guinée-Equatoriale, les Diabes rouges n'ont pas pu obtenir le ticket de la CAN Gabon 2017. La qualification a glissé entre leurs doigts lors des deux dernières journées des éliminatoires.

- Unique pays francophone à avoir remporté deux fois consécutives le tournoi de football de la Francophonie, les Diabes rouges ont été éliminés dès le premier tour de la 8^{ème} édition de ces Jeux disputés du 21 au 30 juillet 2017 à Abidjan en Côte d'Ivoire.

- L'élimination prématurée des clubs congolais : AC Léopards de Dolisie, Diabes noirs, Cara et Etoile du Congo aux compétitions interclubs de la CAF.

fédération. Principalement Rock Popossi (qui avait déjà dirigé ladite fédération de 2008 à 2013) et Thomas Moutala (secrétaire général adjoint du bureau sortant). L'élection a été annulée. Depuis plus rien. Aucune information de la part des autorités sportives. Pas de reprogrammation de l'assemblée générale électorale non plus. Le bout du tunnel n'est pas perceptible. Le taekwondo congolais a déjà un retard d'une année dans le cadre de l'olympiade 2017-2020. Attention : par le passé, le judo avait totalisé quatre ans sans fédération. Pas de compétitions nationales officielles, pas de compétitions internationales à cette époque-là. Conséquence : le niveau de nombreux judokas avait régressé. Aujourd'hui la remontée est difficile comme en témoignent les résultats négatifs dans divers rendez-vous. C'est dans cette même situation que le taekwondo congolais se trouve depuis plusieurs mois.

Rominique Nerplat Makaya